

*MASTER
NEGATIVE
NO. 91-80033-10*

MICROFILMED 1991

COLUMBIA UNIVERSITY LIBRARIES/NEW YORK

as part of the
“Foundations of Western Civilization Preservation Project”

Funded by the
NATIONAL ENDOWMENT FOR THE HUMANITIES

Reproductions may not be made without permission from
Columbia University Library

COPYRIGHT STATEMENT

The copyright law of the United States -- Title 17, United States Code -- concerns the making of photocopies or other reproductions of copyrighted material...

Columbia University Library reserves the right to refuse to accept a copy order if, in its judgement, fulfillment of the order would involve violation of the copyright law.

AUTHOR:

COUGNY, JEAN DE

TITLE:

PAPAUTE EN DROIT
INTERNATIONAL...

PLACE:

PARIS

DATE:

1906

Master Negative #

91-80033-10

COLUMBIA UNIVERSITY LIBRARIES
PRESERVATION DEPARTMENT

BIBLIOGRAPHIC MICROFORM TARGET

Original Material as Filmed - Existing Bibliographic Record

936
C83

Cougny, Jean de.
La papauté en droit international public.
Paris, 1906.
94 p.

Thesis. Paris.

83502

Restrictions on Use:

TECHNICAL MICROFORM DATA

FILM SIZE: 35mm

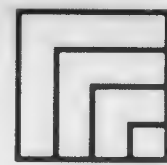
REDUCTION RATIO: 11x

IMAGE PLACEMENT: IA IIA IB IIB

DATE FILMED: 5.8.91

INITIALS Jannine

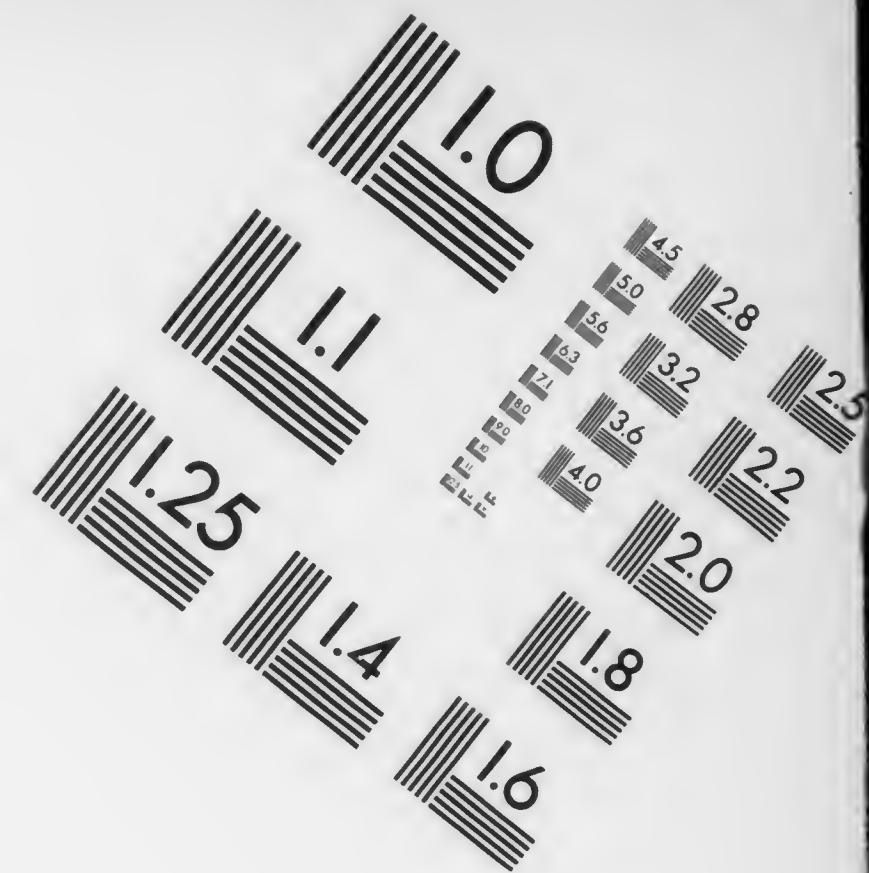
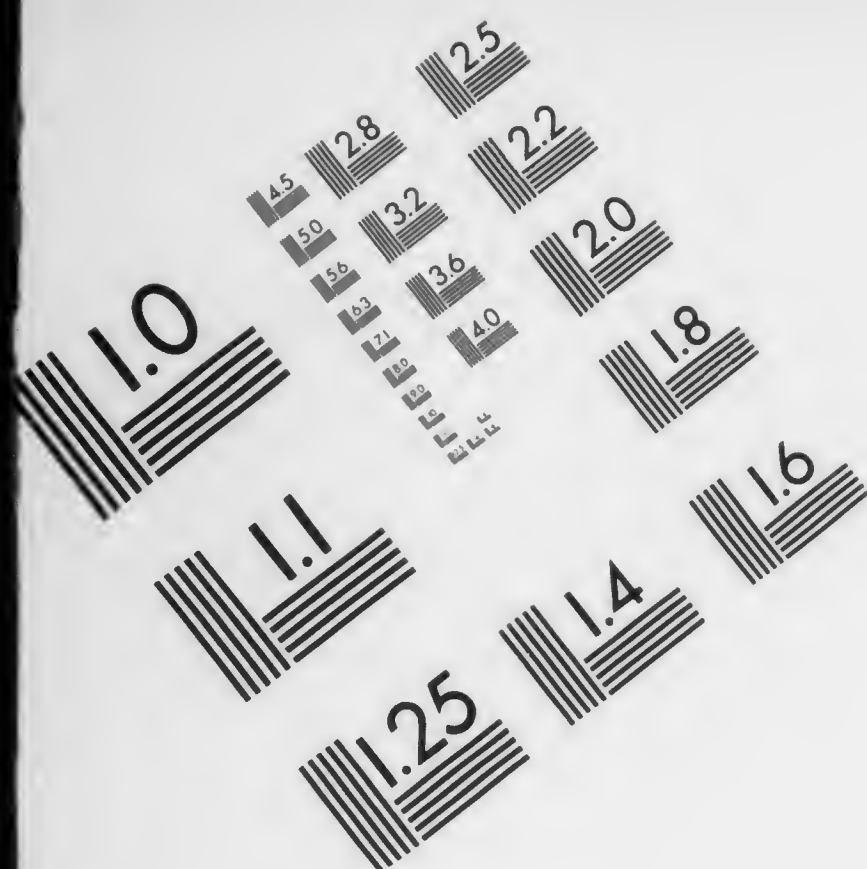
FILMED BY: RESEARCH PUBLICATIONS, INC WOODBRIDGE, CT



AIIM

Association for Information and Image Management

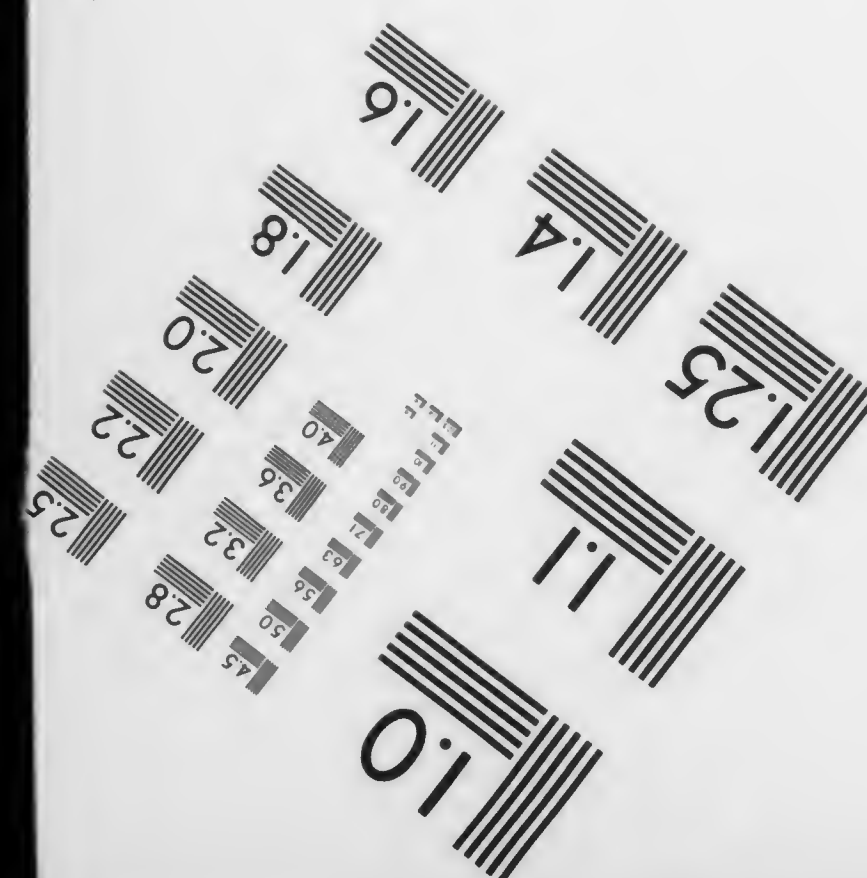
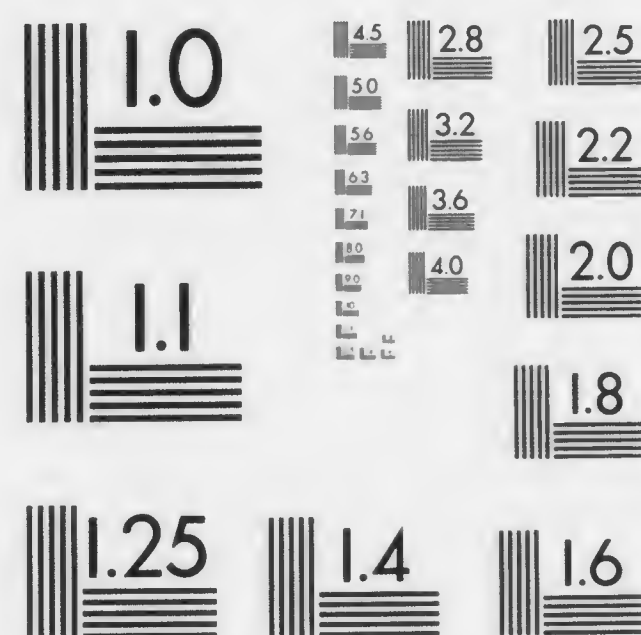
1100 Wayne Avenue, Suite 1100
Silver Spring, Maryland 20910
301/587-8202



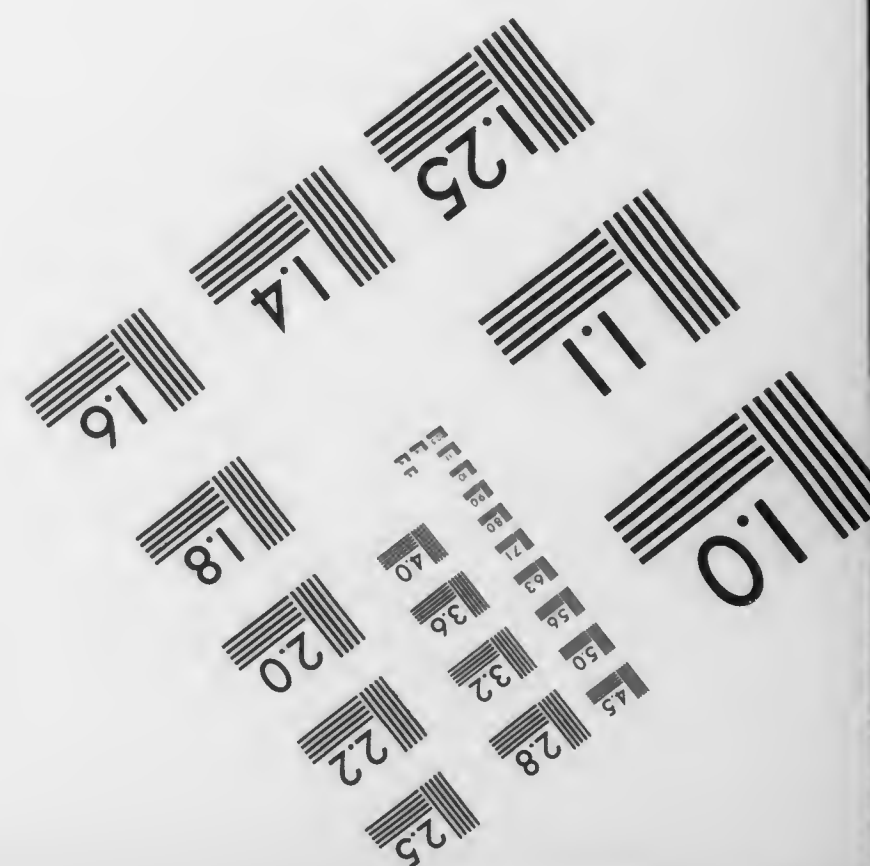
Centimeter



Inches



MANUFACTURED TO AIIM STANDARDS
BY APPLIED IMAGE, INC.



936

C83



26
T 3 F 4
~~2046~~
FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA PAPAUTÉ

EN

DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 26 Mai 1906, à 2 heures 1/2

PAR

Jean de COUGNY

Président : M. CHÉNON, professeur
Suffragants { MM. LESEUR, professeur
PIÉDELIÈVRE, professeur

PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUVE

15, Rue Racine, 15

1906

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA PAPAUTÉ

EN

DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 26 Mai 1906, à 2 heures 1/2

PAR

Jean de COUGNY

Président : M. CHÉNON, professeur

Suffragants { MM. LESEUR, professeur
PIÉDELIÈVRE, professeur

PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUVE

15, Rue Racine, 15

—
1906

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

936
C83

Apr. 2. 1914. H. T. B.

La Papauté en Droit International

Cette question de la situation internationale de la papauté a déjà fait l'objet de bien des études : mais, à l'honneur de l'esprit public, l'intérêt qu'elle offre n'a pas faibli. Il n'est guère de juristes qui ne l'aient abordée : il n'est pas d'homme d'Etat dont elle n'ait sollicité et retenu l'attention. Et cependant elle n'est pas épuisée. Peut-être même pourrait-on dire qu'elle est plus actuelle que jamais. Ces temps derniers, en effet, le gouvernement de la République française a rappelé l'ambassadeur qu'il entretenait auprès du Saint-Siège et le nonce a reçu son passeport. Sans doute cette rupture des relations diplomatiques entre le Vatican et Paris ne s'est pas faite par égard pour « les principes » : elle a été le résultat d'incidents qu'il est inutile de rappeler ici ; mais il est possible, il est probable même qu'elle sera le point de départ d'une nouvelle phase dans les relations des divers gouvernements et du Saint-Siège.

Il est une date capitale pour le sujet qui nous

Cougny

occupe : c'est 1870. Cette année a, en effet, été marquée par deux événements qui ont grandement influé sur la condition de la papauté en droit international, c'est à savoir : le concile du Vatican et la prise de Rome par le Piémont. « L'année qui s'achève », écrivait le 20 décembre 1870 M. Augusto Pierantoni, professeur de droit international et constitutionnel à l'Université de Modène, « l'année qui s'achève restera mémorable dans les annales de l'histoire, parce qu'elle marque le commencement d'une nouvelle civilisation en Italie et une profonde transformation dans le droit international moderne. » (1).

Avant 1870, en fait et en droit, le pape était souverain spirituel et temporel.

I. — *Avant 1870 le Pape était souverain spirituel.*

Mais n'est-ce pas un hors-d'œuvre que d'établir ici une pareille proposition ? Et le droit international a-t-il à s'inquiéter de savoir si le pape est ou n'est pas souverain spirituel ? « Comme chef de la religion catholique, dit M. Bompard, il semble que le souverain pontife doive rester complètement en dehors du droit international. Nous savons, en effet, que cette science ne dépend d'aucune religion, qu'elle

1. Pierantoni. *La Chiesa cattolica nel diritto comune*, p. 7.

a pour domaine exclusif l'étude des relations qui s'établissent entre Etats. » (1).

Dans les pages qu'ils ont consacrées à la question de la *Papauté en droit international*, MM. Despagne et Piédelièvre n'ont guère fait que répéter M. Bompard : de telle sorte que réfuter l'un c'est réfuter les autres. Nous allons le tenter.

Dans un ouvrage, d'ailleurs très diffus, qu'il publiait en 1860 sur *La Souveraineté Pontificale* Mgr. Dupanloup disait : « Il importe de ne le pas oublier : dès qu'on traite avec l'Eglise, avec les catholiques, dès qu'on veut respecter leur conscience et leurs droits, il faut les entendre ; il faut connaître leurs principes ; il faut compter avec les lois, avec les conditions essentielles de leur existence... » (2). Le terrain sur lequel se place ainsi l'évêque d'Orléans nous paraît solide. C'est que nous n'admettons pas que les seuls sujets du droit international soient les Etats. Nous sommes heureux de pouvoir nous abriter ici derrière l'un des maîtres les plus éminents de l'Italie, Pasquale Fiore. Voici ce qu'il écrit : « Il nous est impossible d'admettre que les personnes juridiques qui sont une simple création des pouvoirs publics, tout en pouvant exercer leur activité dans la *magna civitas*, soient soumises au droit internatio-

1. Bompard. *La Papauté en droit international*.

2. Dupanloup. *La Souveraineté pontificale*, p. 30.

nal... Il n'en est pas de même de l'Eglise considérée comme une institution nécessaire et naturelle et forme spontanée de la sociabilité humaine... Quel que soit le fondement de la communion religieuse, on est forcé de reconnaître qu'elle se produit spontanément comme conséquence du besoin inné et instinctif de l'homme de croire au surnaturel. Sa constitution est donc un fait nécessaire et naturel comme la formation de l'Etat... Elle est le produit de certains besoins moraux qui naturellement ont poussé les hommes inspirés de la même foi à se réunir en communauté, tout comme d'autres besoins non moins naturels et non moins impérieux les ont amenés à former un Etat... L'histoire nous enseigne et nous montre que, partout où se trouvent des hommes sortis de l'état de barbarie et parvenus à un certain degré de civilisation, on rencontre une forme quelconque d'organisation politique inspirée par le besoin pressant d'arriver plus facilement à un complet épanouissement. Là aussi l'on constate l'existence d'une communion religieuse, produit nécessaire et spontané du besoin de satisfaire certaines aspirations innées de l'âme, et de résoudre les graves problèmes de la vie intérieure en se servant de la foi, du dogme et de la mystérieuse croyance au surnaturel... Toute communion religieuse, considérée en elle-même, est une institution juridique, publique, universelle, en ce sens qu'elle n'est pas une création du

droit territorial et peut sans cesse étendre le cercle juridique de son activité partout où se trouveront des personnes acceptant spontanément la même foi et la même doctrine et reconnaissant librement l'autorité d'un chef suprême qui exerce sur tous les croyants un pouvoir moral pour les diriger et les gouverner... J'en conclus que l'Eglise, institution existant *jure suo*, indépendamment du droit territorial, ayant une sphère d'activité qui peut embrasser le monde entier..., doit être soumise au droit international, ce régulateur suprême des relations entretenues par toutes les sociétés qui coexistent dans l'humanité...

« Il ne faut pas oublier cependant qu'en fait, pour pouvoir exiger d'être traitée comme une personne dans la *magna civitas*, une confession religieuse doit constituer un organisme tangible, c'est-à-dire une communauté de croyants réunis sous l'autorité suprême d'un chef. Elle doit en outre avoir un centre terrestre. Il faut qu'elle rattache à un gouvernement central les fidèles épars dans les diverses parties du monde. Ces conditions ne sont aujourd'hui remplies que pour l'Eglise catholique romaine. Seule entre toutes, elle se présente sous l'aspect d'une institution tangible, admirable dans son organisation consolidée par dix-neuf siècles d'existence et appuyée sur la hiérarchie la plus compacte et la plus puissante qu'ait jamais vue le monde... »

Dans la forme, la citation que nous venons de faire est un peu redondante ; dans le fond elle nous paraît décisive. La théorie de Pasquale Fiore rend impropre l'expression de *Droit international*. Mais les formules dans lesquelles nous essayons d'emprisonner les fuyantes réalités ne sont-elles pas toujours étroites par quelque endroit ? Les systèmes doivent plier devant les faits, — non les faits devant les systèmes. Si l'Association internationale des travailleurs s'était bornée à des revendications économiques — comme c'était d'abord son dessein — et qu'elle se fût développée jusqu'à englober une partie notable des ouvriers du monde entier, croit-on que les puissances n'auraient pas été forcées de traiter avec elle ? Et nous n'en sommes pas réduit à des hypothèses... Avant que le Congo ne fût reconnu comme Etat, l'Association internationale n'avait-elle pas passé des conventions avec divers gouvernements (1) ? Et n'a-t-on pas vu récemment le cabinet de Londres entamer des négociations avec le Trust de l'Océan (2) ? N'est-ce pas retarder que de prétendre avec MM. Bompard, Despagne et Piédelièvre que le droit international « a pour domaine exclusif l'étude des relations qui s'établissent entre Etats » ? Et est-on bien venu à soutenir que « comme chef de l'Eglise catho-

1. Renault. *Cours de Doctorat*, 1902-1903.
2. Cauwès. *Cours de Doctorat*, 1902-1903.

lique, le souverain pontife doit rester complètement en dehors du droit international » ? — Nous pouvons maintenant revenir à la question que nous nous étions proposée : La souveraineté spirituelle appartient-elle au pape ?

Selon une juste remarque de M. Emile Ollivier (1) « on retrouve dans l'Eglise les diverses écoles aux prises dans l'Etat : l'Eglise aussi a ses démocrates, ses oligarques et ses absolutistes. Parmi les démocrates, les uns veulent que les laïques soient associés dans une certaine mesure aux prêtres, aux évêques et au pape dans l'administration des sacrements, la définition de la foi et le gouvernement de la société spirituelle : c'est le laïcisme ». Le laïcisme n'a pas prévalu. Etait-il croyable que le Christ ait voulu doter son Eglise du gouvernement démocratique, de tous le plus mauvais : *Quod est omnium deterrimum*, dit le cardinal Bellarmin (2).

« D'autres, continue M. E. Ollivier, ne poussent pas la démocratie jusqu'aux laïques, ils ne l'étendent qu'aux prêtres : c'est le presbytérianisme. » (3).

C'est une question intéressante et très discutée (4)

1. E. Ollivier. *L'Eglise et l'Etat au Concile du Vatican*, p. 259.
2. Bellarmin. *De Romano Pontifice*, lib. I, cap. VI.
3. Ollivier, n° 260.
4. Cf. de Pressensé, Jean Réville, abbé Turmel, Mgr. Batifol surtout, etc.

que celle de savoir si, à l'origine, l'évêque était ou n'était pas identique à l'ancien. Ce débat étant d'ordre exégétique et historique, nous n'avons pas à y entrer. L'Eglise a proclamé que le gouvernement des diocèses est monarchique, que l'évêque seul est juge...

« Les oligarques, reprend M. E. Ollivier, écartent les prêtres et divisent le gouvernement de l'Eglise entre les évêques et le pape : c'est le gallicanisme... » Le laïcisme et le presbytérianisme écartés, le pape et les évêques se trouvaient face à face. La lutte ne tarda pas à s'engager, nous n'en indiquerons que les grandes phases.

Dans une thèse récemment soutenue (1) dont nous ne partageons pas les idées, mais qui est intéressante parce qu'elle est très documentée, voici ce que nous lisons : « Dans le cours des XIII^e et XIV^e siècles, les papes travaillèrent avec un remarquable esprit de suite, à centraliser entre leurs mains le gouvernement des églises. Une de leurs préoccupations fut de créer et de développer à leur profit le droit de confirmer. Le premier pas dans cette voie fut accompli par le concile de Latran de 1215. La nomination des évêques se faisait alors par voie d'élection. Le concile prit d'abord une mesure générale prescrivant à

1. J. Roussel. *Les concordats en droit canonique*, 1904, p. 52.

tous les élus de faire confirmer leur élection par les ayants droit et donc aux évêques de se faire confirmer par leurs métropolitains qui furent investis du droit de procéder à une enquête sur les conditions de l'élection et la moralité de l'élu. Ceci fait, le concile poursuit en ces termes (1) : « Ceux qui relèvent immédiatement du pontife romain se présenteront devant lui en personne, s'ils le peuvent commodément, pour recevoir la confirmation de leur dignité. Sinon, ils enverront des représentants dont les renseignements permettront de faire l'enquête... à la suite de laquelle ils pourront exercer leurs fonctions. En attendant, ceux qui sont éloignés, c'est-à-dire qui demeurent au delà de l'Italie, pourront, si leur élection s'est faite en paix, exercer, par dispense, l'administration tant spirituelle que temporelle de leurs églises. » Ceux qui sont visés ici, ce sont les métropolitains qui, n'ayant personne au-dessus d'eux dans les diocèses, relèvent immédiatement du Saint-Siège. Le pape leur demande de faire confirmer leur élection à Rome. Jamais pareil règlement n'avait été promulgué (2). C'est donc au concile de Latran de 1215 que remonte le droit des papes à la confirma-

1. Mansi XXII, 982, n° 26.

2. Il est possible, ainsi que le soutient l'auteur, que jamais pareil règlement n'avait jusque-là été promulgué, mais la pratique était déjà — et depuis longtemps — dans ce sens (Cf. Imbart-Latour).

tion des métropolitains. La constitution de 1215 fut renouvelée par Grégoire au second concile de Lyon (1) (1274), puis par le pape Nicolas III dans la bulle *Cupientes* (2). D'après le décret de Nicolas, l'élu devait se mettre en marche vers Rome dans le mois qui suivait son acceptation.

En même temps que Rome travaillait à se rendre indirectement maîtresse des élections métropolitaines, elle poursuivait un autre but : Elle visait à réduire progressivement à son profit le nombre des élections épiscopales, en se réservant de pourvoir à certains évêchés. Au concile de Latran de 1179, il n'y a encore rien de commencé dans cet ordre de choses. On y voit un décret qui ordonne aux métropolitains de substituer leur action à celle des chapitres, en cas de négligence de ces derniers : et c'est tout (3). Le concile de Latran de 1215 se borne, lui aussi, à attribuer aux métropolitains les nominations épiscopales négligées par les chapitres compétents (4). Mais en 1266, Clément IV rendit l'arrêt qui suit : « Bien que le pontife romain ait, comme on le sait, la disposition entière des églises, des dignités et autres bénéfices ecclésiastiques, au point qu'il peut, non seulement les conférer quand ils sont vacants,

1. Sexti decretal, lib. I, tit. vi, cap. 6.

2. Sexti decret., lib. I, cap., xvi tit. 6.

3. Mansi XXI, 234, can. 8.

4. Mansi XXII, 982. n° 23.

mais aussi donner un droit sur ceux qui ne le sont pas encore, cependant une coutume antique a réservé d'une manière spéciale aux pontifes romains la collation des bénéfices vacants en cour de Rome (dont les titulaires meurent à Rome). Nous donc, jugeant cette coutume louable et voulant, non seulement l'approuver, mais encore la rendre inviolable, nous statuons que personne autre que le pontife romain ne pourra désormais conférer les églises, dignités et autres bénéfices qui viendront à vaquer à Rome...» (1). Notons ce décret. Il revendique pour le pape le droit — qu'il consent néanmoins à ne pas exercer — de nommer tous les évêques, et il lui réserve la collation de toute une classe d'évêchés, exactement de tous ceux dont les titulaires mourront près du siège apostolique. Sans doute cela se faisait depuis un certain temps ; mais cela pouvait paraître une usurpation. — Grâce à la décrétale de Clément IV, ces faits ont pénétré dans le domaine du droit. — Désormais les papes considéreront la collation des évêchés comme la propriété du Saint-Siège.

La constitution de Clément IV ne laissa pas de jeter l'émoi dans le monde des bénéficiers. Pour calmer les esprits, Grégoire crut devoir en atténuer légèrement la portée et il restreignit à un mois le droit du Saint-Siège (2) (1274), mais vingt ans plus tard (1294),

1. Sexti decret., lib. III, tit. iv, cap. 2.

2. Sexti decret., lib. III, tit. iv, cap. 3.

Boniface VIII effaça cette restriction et rendit à la décrétale de Clément IV toute sa portée (1). Puis vinrent les décrétales *Exsecrabilis* (Jean XXII, 1318) et *Ad Regimen* (Benoît XII, 1335), qui créèrent de nouvelles classes de bénéfices réservés au pape...

La gravité de ces textes ne saurait échapper à personne. Toutes les mesures qu'ils sanctionnent sont de décisives victoires du Saint-Siège dans sa lutte pour la suprématie. Si les évêques ne sont plus élus, s'ils sont nommés par le pape, quelle indépendance pourraient-ils avoir vis-à-vis de lui ? Pris en corps, l'épiscopat reste cependant une force. Le Saint-Siège cherche à diminuer son influence dans le gouvernement de l'Eglise universelle.

« Au concile de Trente, dit M. E. Ollivier (2), on put croire que le pape allait l'emporter, grâce à l'adresse de Marcel Crescentio qui, après avoir été un remarquable jurisconsulte, était devenu cardinal, puis légat de Jules III, pendant la deuxième période du concile. Sans consulter ni prévenir aucun des théologiens, dans une série d'articles sur le sacrement de l'Ordre, dont l'objet apparent était de déclarer les évêques de droit divin supérieurs aux prêtres, il avait adroitement glissé une proposition qui reconnaissait dans le pape une supériorité également

1. *Extrac. commun.*, lib. III, cap. 1.

2. E. Ollivier, p. 261.

de droit divin sur les évêques, ce qui consacrait le pouvoir suprême de la papauté : « Ita visibilis Christi Ecclesia summum ipsius vicarium pro unico et supremo capite in terris habet. » Les Français, que la brouille de leur roi tenait éloignés, n'étaient pas en situation de contredire ; mais il y avait auprès de don François de Tolède, ambassadeur d'Espagne, un jurisconsulte espagnol fort délié et très versé dans les matières ecclésiastiques, qu'on nommait Vargas : il découvrit le projet et le signala avec vivacité et insistance... Crescentio, qui se vantait déjà d'avoir fait pour le Saint-Siège plus que tous ses prédécesseurs dans son emploi, se voyant découvert, entra en fureur... Il y avait tout lieu de craindre, tant il ménageait bien l'affaire, qu'il ne l'emportât à la pluralité des voix, lorsque ses manèges furent déjoués par la maladie et par les événements politiques qui amenèrent la suspension des séances... »

A Trente, la question de savoir quel est, dans l'Eglise, le dépositaire de l'autorité suprême ne fut donc pas tranchée. Mais l'historien officiel du concile, Pallavicini, estime que les trois quarts des Pères croyaient à l'infailibilité pontificale, à la supériorité du pape sur le concile.

Les progrès de la papauté ne se sont plus arrêtés, grâce surtout à la Société de Jésus, à l'un de ses généraux, Laynez, à l'un de ses membres les plus éminents, le cardinal Bellarmin.

Dans sa marche vers la suprématie, le Saint-Siège devait encore rencontrer bien des obstacles. Non pas surtout dans l'épiscopat, encore que cela parût naturel. « Parmi ceux qui restèrent attachés aux maximes gallicanes, dit M. E. Ollivier (1), bien peu les professèrent dans toute leur pureté et soutinrent, comme Gilbert de Choiseul du Plessis-Praslin, évêque de Tournay, rapporteur à l'assemblée de 1682, sans atténuation et sans gènesflexion, que le pape est faillible dès qu'il n'est pas uni au concile. La plupart suivirent le concilient Bossuet. » Or voici ce qu'écrivit Bossuet (2) : « Certum est apud catholicos concilia generalia infaillibilia esse : at cum dubitari possit concilium ne aliquod generale sit, id ex Ecclesiæ consensione repetatur ; ita certum firmumque, si velint, habeatur, pontificem pro cathedra loquentem esse infaillibilem. At, cum dubitari possit, an pro cathedra dixerit, adhibitis omnibus conditionibus, ultima nota ac tessera sit pontificis ex cathedra docentis, cum Ecclesiæ catholicæ consensus accesserit, id si Romæ placeat, pacique profecturum sit haud equidem contradixerim. » Ce qui se peut traduire ainsi : « Les catholiques tiennent pour certain que les conciles généraux sont infaillibles. Quant à la question de savoir si un concile est ou

1. E. Ollivier, p. 267.

2. Bossuet. *Defens.*, § 8.

n'est pas général, c'est le consentement de l'Eglise qui en décide. De même il est certain et hors de contestation que le pape, lorsqu'il enseigne *ex cathedra* est infaillible. Quant à la question de savoir quand le pape parle *ex cathedra*, alors même que toutes les conditions requises existent, c'est en dernière instance le consentement de l'Eglise qui en décide. Ceci sous réserve du bon plaisir de Rome et pour le bien de la paix... »

Les princes s'inquiétaient davantage que les évêques de l'accroissement du pouvoir pontifical. Pour ne parler que de la France, l'on sait que c'est sur l'initiative de Louis XIV que se réunit l'assemblée du clergé de France de 1682 et que c'est sous sa pression que fut votée la célèbre Déclaration. Cette Déclaration ne contenait aucune innovation fondamentale, ainsi que l'a montré M. Esmein (1) ; elle n'était que le résumé, le code des maximes reçues de longue date dans l'Eglise de France. « Or Louis XIV lui-même, se trouvant en veine de galanterie envers le pape, exila le docteur Dupin dont le plus grand crime était d'avoir soutenu plus d'une fois les maximes de la France contre les prétentions des ultramontains. » (2). Pendant ce temps Godet, évêque de Chartres, favori de M^{me} de Maintenon, « farcissait

1. Esmein. Cours de doct., 1902-1903.

2. D'Aguesseau, t. XIII, p. 204.

l'épiscopat d'ignorants qui tenaient le pape pour une divinité (1).

Le grand roi accorda plus encore : fatigué des difficultés suscitées par la déclaration et l'édit de 1682, il annonça au pape dans une lettre de sa propre main « qu'il avait donné les ordres nécessaires pour que les choses contenues dans son édit du 2 mars 1682, à quoi les conjonctures passées l'avaient obligé, ne soient pas observées » (14 septembre 1693) (2). Cette lettre de Louis XIV ne suffisait pas à abroger l'édit du 2 mars, qui avait été enregistré au Parlement ; elle n'en jette pas moins un jour singulier sur le décousu de la conduite de la royauté vis-à-vis du Saint-Siège.

« Tandis que les évêques fléchissaient, que la royauté s'endormait ou variait, la cour de Rome restait immobile « comme l'axe sur lequel tourne le monde, sans que lui-même éprouve aucun ébranlement » ; sa conduite était toujours suivie et, par cette suite perpétuelle, elle s'avancait sans relâche. » (3).

Une seule opposition fut irréductible : celle des légistes : Dumoulin, Guy Coquille, Dupuy, Pasquier, Domat, pour ne citer que les plus illustres. Ce qui refroidit un peu à leur égard, c'est, disons-le sans ambages, que s'ils combattent le pouvoir absolu

1. Saint-Simon. *Mémoires*, t. II, xxiv.

2. D'Aguesseau, t. XIII, p. 423.

3. Ollivier, 270.

dans l'Eglise, c'est pour le transporter à l'Etat. Quoi qu'il en soit, voici comment s'exprime Guy Coquille, le plus catégorique : « Les autres apôtres de vrai étaient, autant que Saint-Pierre, tous appelés en semblable dignité. » (1). Et ailleurs : « Les papes ont la préséance et le premier rang ès assemblées générales de l'Eglise, ainsi que sont les Présidents ès cours souveraines de France, qui ont les premiers honneurs, mais à juger n'ont qu'une voix, et sont sujets aux jugements des cours ès quelles ils président. » (2).

Dupuy est intéressant aussi : « Ceux qui sont nourris en cour de Rome disent que l'Eglise gallicane a été perturbatrice du repos général de l'Eglise romaine, pour s'être opposée aux entreprises du pape... Le siège de Rome, voulant prendre son vol trop haut, se fût abîmé. Et de fait, encore n'y pûmes-nous donner si bon ordre qu'il n'y perdît des plumes. » (3).

D'Aguesseau, plus près de nous, n'est pas moins ferme : « Si le concile n'est pas au-dessus du pape, si le pape est infaillible, si ses décisions doivent être nécessairement suivies de celles de toute l'Eglise, la couronne des rois n'est pas en sûreté sur leur tête :

1. *Œuvres*, t. I, p. 1.

2. *Des entreprises des Papes*, t. I, 1, p. 259.

3. *Commentaire*, art. 4, p. 22.

les papes ont décidé plus d'une fois qu'ils pouvaient disposer du temporel des souverains, transférer les sceptres et les empires, absoudre les sujets des anciens serments qui les attachent à leurs princes et leur imposer de nouveaux engagements. Si les papes sont infaillibles, toutes ces maximes deviennent indubitables, et le Saint-Siège est non seulement au-dessus de toute l'Eglise, mais au-dessus de tous les royaumes de la terre, et les auteurs ultramontains ne craignent point de le dire. Ainsi nous ne saurions attaquer trop solidement une doctrine contre laquelle nous devons combattre jusqu'à la mort. Nous devons considérer toutes les propositions qui tendent à l'établir, non seulement comme une erreur contre la tradition de l'Eglise, mais comme un crime contre l'Etat. » (2).

Il est évident que d'Aguesseau s'abuse sur la portée de l'infaillibilité papale et que ses craintes sont chimériques. Aucune des bulles auxquelles il fait allusion ne remplit les conditions d'un jugement *ex cathedra*. Néanmoins son opinion reste intéressante, parce qu'elle est représentative de celle de tous nos anciens légistes.

Leur point de vue ne change qu'à partir de la Révolution française. Il faut ici laisser la parole à M. E. Ollivier : « La Révolution française supprima

1. D'Aguesseau, t. XIII, p. 519.

toute religion d'Etat et sécularisa le pouvoir civil : dès lors les vieilles libertés de Pithou et du parlement perdirent toute raison d'être : elles devinrent aussi inutiles qu'un garde-fou après qu'on a comblé le précipice au bord duquel il a été élevé. Aussi les jurisconsultes modernes, à l'exception de quelques attardés, ne prirent plus aucun soin de cet arsenal sur lequel leurs prédécesseurs avaient veillé avec une sollicitude jalouse. Du coup furent frappées au cœur les théories épiscopales de Constance et de Bâle. Dès que la religion n'est plus dominante, qu'entre l'Eglise et le pouvoir civil existent des relations purement politiques, non plus cette union dans la foi qui assure au pouvoir religieux l'appui du bras séculier, imprime un caractère presque sacerdotal à l'autorité du roi, prêtre et roi à la fois (1), le système aristocratique de la supériorité du concile sur le pape, odieux à la papauté, s'écroule sous ses coups, sans que l'Etat, auquel il n'est plus nécessaire, tente de le sauvegarder... » (2).

Plus loin, M. E. Ollivier déclare que « dès que la question de l'infaillibilité se réduit à savoir si la société spirituelle, après avoir depuis longtemps repoussé le laïcisme et le presbytérianisme défendus dans les livres plusieurs fois condamnés de Marsile,

1. Cf. Esmein. Cours de doctorat, 1902-1903.

2. Ollivier, 2-281.

de Richer, de Marc Dominis, de Saint-Cyran, de Febronius, de Bordas-Desmoulins, rejettera aussi la monarchie tempérée d'aristocratie louée par Gerson, Bossuet et l'école gallicane, et s'en tiendra à la monarchie pure, telle que l'ont préconisée Laynez, Bellarmin, Joseph de Maistre, l'abbé de Lamennais, en quoi cela intéresse-t-il les politiques ? Quelles lumières et quel mandat ont-ils reçus pour entrer dans de pareils débats et les trancher dans un sens ou dans l'autre ?... Comment, dans les affaires de l'Eglise, se prononceraient-ils pour la république, pour la monarchie constitutionnelle ou pour le pouvoir absolu, tandis que l'Eglise conserve une neutralité impartiale dans leurs propres affaires (1). «... Dieu prend en sa protection tous les gouvernements légitimes, en quelque forme qu'ils soient établis. » (2).

« D'autres causes de nature diverse ont contribué depuis la Révolution française à la diffusion des idées romaines dans le clergé français. La principale est la situation douloureuse que les lois organiques ont faite au clergé de second ordre. » (3). Les curés ruraux sont, en effet, devenus des desservants : c'est-à-dire qu'ils sont entièrement dans la main des évêques. Les prêtres, qui se croyaient injustement

1. Ollivier, 326.

2. Bossuet. *Politique tirée de l'Ecriture*, liv. II, art. 1, 12^e prop.

3. Ollivier, 282.

frappés, tentèrent bien « d'appeler comme d'abus » devant le Conseil d'Etat : mais ils se heurtèrent à une fin de non-recevoir.

Déçu du côté du pouvoir civil, le clergé de second ordre regarda vers Rome, qui admit les appels des prêtres déplacés ou révoqués. Voici ce que dit à cet égard M. E. Ollivier : « L'homme du tiers état écrasé par l'aristocratie s'était jeté dans les bras du roi et l'avait fait absolu, afin que, devenu tout-puissant, il le protégeât contre l'insolence du noble : le clerc foulé par l'épiscopat gallican se jeta aux pieds du pape et le proclama (1) infaillible, afin que, devenu le maître dans l'Eglise, il le délivrât du bon plaisir de l'évêque. » (2).

Le triomphe éclatant de la toute-puissance papale s'affirma le 8 décembre 1854. Ce jour-là, Pie IX proclama seul (3) le dogme de l'Immaculée Conception de la Vierge. Selon une remarque de M. de Pressensé : « En proclamant un nouveau (4) dogme, la papauté a prouvé son infaillibilité comme le philosophe grec

1. Cette expression est impropre ; mais il est certain que les raisons exposées au texte ont grandement contribué au triomphe des idées dites ultramontaines.

2. Ollivier, p. 296.

3. Mais en présence de l'épiscopat assemblé.

4. La croyance à l'Immaculée Conception de la Vierge était générale chez les catholiques : mais elle ne figurait pas au *Credo Officiel* de l'Eglise.

prouvait le mouvement : elle a marché. » (1). Dans une brochure parue à la veille du concile du Vatican l'on trouve des déclarations très nettes à cet égard : « Après cette proclamation d'un dogme non défini encore, faite par le pape seul, sans concile, quoique aux applaudissements de l'épiscopat, qui voudrait, sérieusement et sans offenser sa propre conscience, soutenir aujourd'hui les idées dites gallicanes, sur l'infaillibilité du pape et du concile ? Ces idées reçurent alors leur coup mortel des mains de tout l'épiscopat, mais sous beaucoup de rapports, spécialement par la coopération de l'épiscopat français lui-même, lequel n'a rien omis pour atteindre ce but. Il y a eu plus, car il s'y est prêté avec une telle sincérité et une telle grandeur d'âme que nous en sommes presque à dire du gallicanisme ce que saint Augustin disait du péché originel, en vue de la Rédemption : *Felix culpa* ! Or qui se souvient de ce passé si récent encore peut-il admettre qu'il y ait aujourd'hui « des évêques » qui s'amusent à jouer sur la valeur et sur la signification de l'infaillibilité du souverain pontife ? Cette infaillibilité n'a-t-elle pas été, en 1854, plus que proclamée, puisqu'elle a été pratiquée publiquement et unanimement ? L'inscrivait-on, au concile, dans le grand livre des droits définis du Saint-Siège ? Il nous semble qu'après l'avoir lue

1. De Pressensé, *loc. cit.*, p. 216.

dans le livre des consciences de l'épiscopat entier, ce n'est pas ce qui peut émouvoir les hommes sérieux. Quoi qu'il en advienne, admettre que ces mêmes évêques doutent jamais de l'infaillibilité équivaldrait à les soupçonner de ne pas respecter ce devant quoi ils se sont prosternés à cette époque tellement rapprochée de nos jours. Alors à quoi se verraient exposés la gravité, la conscience, le jugement des évêques ? Peut-on même s'arrêter davantage sur cette hypothèse sans les injurier ? Certes non. » (1).

II. — Depuis 1870, le pape est toujours souverain spirituel.

L'on vient de voir que, avant 1870, le pape était le chef incontesté de l'Eglise universelle. Son infaillibilité même était à l'état de fait acquis. Pourquoi dès lors convoquer un concile au Vatican ? « C'est que, dit M. E. Ollivier, avoir fait acte d'autorité en présence des évêques spectateurs, *adstantibus* (le 8 décembre 1854), c'était bien. Il restait à renouveler cette affirmation en présence des évêques juges, *judicantibus*. Les journalistes, les théologiens, les papes répétaient à satiété depuis Bellarmin que le souverain pontife est supérieur au concile : il restait à mettre la thèse hors de doute en plaçant un con-

1. Avant le concile,

cile œcuménique dans une attitude de subordination et d'infériorité vis-à-vis d'un pape... Voilà ce que Pie IX avait compris... La subordination définitive des évêques terminerait le développement non interrompu qui avait fait passer la constitution de l'Eglise de la démocratie des laïques et des prêtres à l'aristocratie des évêques et à la monarchie pure du pape. La condamnation du gallicanisme allait s'ajouter à celle du laïcisme et du presbytérianisme et les évêques, après avoir aidé le pape à dénier aux laïques et aux prêtres toute participation au gouvernement de l'Eglise, allaient à leur tour être exclus (1) de la souveraineté par ce pape, aux applaudissements des laïques et des prêtres, juste récompense d'un long égoïsme. » (2).

Il n'est pas inutile de rappeler ici que M. E. Ollivier et nous-même ne regardons que « du dehors ». Nous sommes confinés dans le domaine des « apparences ». Le fond des choses nous échappe ; il relève des exégètes et des théologiens. Les maîtres de la pensée catholique ne prétendent certes pas que le pouvoir papal s'est toujours affirmé dans sa plénitude : ils ne méconnaissent pas qu'il a évolué ; mais ils estiment qu'il existait déjà. Seulement, il était en « puissance » ; il est maintenant en acte : c'est toute

1. L'expression est trop forte. Dans les circonstances graves, l'épiscopat est toujours consulté.

2. Ollivier, p. 322.

la différence. Le chêne n'est-il pas déjà dans le gland ?

Le concile du Vatican s'ouvrit le 8 décembre 1869. jour anniversaire de ce que de Pressensé appelle — non sans exagération — « le coup d'Etat de la papauté » : c'est à savoir la proclamation de l'Immaculée Conception de la Vierge. L'histoire en est instructive ; mais elle a été bien faite. Qu'il suffise de dire ici que, si les débats furent longs et violents, ils ne portèrent pas, en général, sur le fond même de la question, — infailibilité ou non-infailibilité du pape, — mais sur l'opportunité d'une définition de cette infailibilité. « Il n'est pas cinq évêques du concile, dit M. E. Ollivier, chez lesquels on ait pu supposer avec quelque vérité la moindre velléité d'opposition à la doctrine elle-même. » (1). Dans l'état des choses et des esprits « l'inopportunité » n'était guère soutenable. « Supposez, écrit de Pressensé, supposez les machines hydrauliques de Versailles un jour de grandes eaux tournant à vide, telle eût été la solennelle représentation du Vatican si elle eût renoncé à traiter la seule question capitale qui fût posée devant la catholicité. » (2). « Quoi ! dit de son côté le cardinal Manning, vous prétendez qu'il n'est pas opportun de définir l'infailibilité ?... Comment

1. Ollivier, t. II, p. 306.

2. Pressensé, p. 242.

pourrait-on dire que la déclaration d'une doctrine vraie serait inopportune? Pouvons-nous nous permettre de penser que ce que Dieu a jugé opportun de révéler serait inopportun à déclarer?... Si l'infailibilité du chef de l'Eglise n'avait jamais été révoquée en doute, il ne serait pas nécessaire de la définir maintenant... Cette négation toute moderne, puisqu'on n'en trouve pas de traces avant le concile de Constance, rend la définition indispensable... N'existât-il que la négation contenue dans les actes de l'assemblée de 1682, cela suffirait amplement à démontrer que la définition est plus qu'opportune... Loin d'empêcher le retour des dissidents à l'unité, cette définition le facilitera en rendant le catholicisme plus compact, plus unitaire, plus concentré en présence du protestantisme qui s'écroule pièce à pièce. » (1). Qu'on nous permette, — encore que ce soit peut-être un peu déplacé ici, — d'admirer la psychologie profonde de la dernière observation du cardinal. Oui! c'est à l'incomparable « bloc » qu'elle forme que l'Eglise catholique doit aujourd'hui sa principale force d'attraction. L'on va vers elle, parce que, dans l'universel effondrement des doctrines, son chef a des solutions aux grands problèmes qui tourmentent les âmes élevées. En morale absolue, il

1. Manning. *Histoire vraie du concile du Vatican*, t. III, n° II.

peut suffire de se passionner pour ces problèmes, sans chercher à les résoudre: mais la généralité des esprits a soif de certitudes, et c'est de quoi Mgr Manning savait tenir compte.

« Quelle efficacité, écrit encore M. E. Ollivier, pouvait avoir une minorité qui repoussait la définition, non comme fausse ou antipathique au peuple chrétien, mais parce qu'étant universellement acceptée en fait par les évêques et par les fidèles, il n'était pas nécessaire de proclamer ce que nul ne contestait plus? N'était-ce pas donner le droit de riposter: précisément parce que personne ne conteste plus l'infailibilité, il n'y a aucun péril à la définir, tandis que le silence paraîtrait une hésitation et ruinerait la certitude acquise? Comment, après cet aveu d'une foi générale, aurait-on attaché quelque importance aux lugubres prophéties où l'on se complaisait, du trouble des consciences et des déchirements imminents de la catholicité? Par quel miracle une vérité professée partout sans inconvénients pourrait-elle devenir une source de calamités, lorsque, définie par un concile, elle aura été marquée du sceau de l'Esprit-Saint lui-même. » (1).

Concluons par un mot aussi juste que dédaigneux du chanoine Doellinger à l'archevêque de Munich qui le sommait de se soumettre «... Comment se

1. Ollivier, t. II, p. 308.

fait-il que pendant si longtemps Votre Excellence se soit si constamment opposée à la promulgation de ce dogme ? Ce n'était pas opportun, dites-vous, mais pourrait-il jamais être inopportun de donner aux fidèles la clef de tout l'édifice de la foi, de leur révéler l'article fondamental dont dépendent tous les autres... » (1).

La plate-forme de l'opposition n'avait donc pas été heureusement choisie. Son appel à l'intervention du bras séculier ne fit, comme il était juste, qu'empirer sa position. Et le 18 juillet 1870, l'infaillibilité papale fut solennellement proclamée. « Si quelqu'un dit que le bienheureux apôtre Pierre n'a pas été constitué par le Christ Notre-Seigneur, prince des apôtres et chef visible de toute l'Eglise militante, ou que le même Pierre n'a reçu qu'une primauté d'honneur seulement, et non une primauté de juridiction propre et véritable directement et immédiatement conférée par le même Jésus-Christ Notre-Seigneur, qu'il soit anathème. — Si quelqu'un dit que ce n'est pas par l'institution de Jésus-Christ Notre-Seigneur ou de droit divin, que le bienheureux Pierre a des successeurs perpétuels dans sa primauté sur toute l'Eglise, ou que le pontife romain n'est pas successeur du bienheureux Pierre dans la même primauté, qu'il soit anathème. — Si quelqu'un dit : le pontife

1. Doellinger à l'archevêque de Munich, mars 1871.

romain n'a qu'un office d'inspection et de direction, et non un suprême pouvoir de juridiction sur toute l'Eglise, non seulement dans les choses qui concernent la foi et les mœurs, mais aussi dans celles qui appartiennent à la discipline et au gouvernement de l'Eglise, répandue dans tout l'univers, ou qu'il a seulement la principale portion et non toute la plénitude de ce pouvoir, ou que le pouvoir qui lui appartient n'est pas ordinaire et immédiat, soit sur toutes les églises et sur chacune d'elles, soit sur tous les pasteurs et sur tous les fidèles et sur chacun d'eux, qu'il soit anathème. — Anathème enfin à celui qui contredirait cette définition : « Que le pontife romain, lorsqu'il parle *ex cathedra*, c'est-à-dire lorsque, remplissant la charge de pasteur et de docteur de tous les chrétiens en vertu de sa suprême autorité apostolique, il définit qu'une doctrine sur la foi ou sur les mœurs doit être crue par l'Eglise universelle jouit pleinement, par l'assistance divine qui lui a été promise dans la personne du bienheureux Pierre, de cette infaillibilité dont ce divin Rédempteur a voulu que son Eglise fût pourvue en définissant la doctrine touchant la foi et les mœurs : et par conséquent de telles définitions du pontife romain sont irréformables d'elles-mêmes et non en vertu du consentement de l'Eglise : *ex sese non autem ex consensu Ecclesiæ irreformabiles esse*. » Ce canon, écrit M. E. Ollivier, est digne, modéré... Les galli-

cans de l'ancien type inébranlablement attachés à la forme aristocratique du gouvernement de l'Eglise n'auraient pu s'en accommoder... » (1). Le quatrième article de la Déclaration de 1682 était en effet ainsi conçu : « *In fidei quæstionibus præcipuas summi pontificis esse partes, ejusque decreta ad omnes et singulas ecclesias pertinere, nec tamen irreformabile esse judicium nisi ecclesiæ consensus accesserit.* » Ce qui veut dire que le pape n'est infail-
lible que du consentement exprès ou tacite de l'épiscopat. « Mais, — et c'est ici M. E. Ollivier qui parle, — ce canon ne pouvait choquer longtemps nos gallicans adoucis. » (2). De fait, sauf quelques exceptions tout individuelles, ils s'empressèrent de se soumettre et de se rétracter.

Commenter les canons du concile du Vatican serait superflu, parce qu'ils sont clairs, et s'il est vrai surtout, ainsi que nous croyons l'avoir montré, qu'ils ne sont que l'aboutissement logique de l'évolution qui a fait passer l'Eglise de la libre association de croyants qu'elle peut paraître avoir été d'abord à la monarchie qu'elle est aujourd'hui.

Les deux premières questions que nous avons à examiner sont ainsi résolues : le pape avait avant

1. Ollivier, 369

2. Ollivier, t. II, 369.

1870 la souveraineté spirituelle ; il l'a encore aujourd'hui d'une façon incontestable. Reste à rechercher quels sont les droits que lui crée cette qualité vis-à-vis des puissances.

III. — Des conséquences en droit international de la Souveraineté spirituelle du Pape.

Disons d'abord, — pour commencer par le moins important, — que le pape jouit d'une prééminence d'honneur qui lui est reconnue, déclare Hefter, « comme un droit par les Etats catholiques, et à titre de déférence par les puissances qui se sont soustraites à l'autorité spirituelle de Rome. Cette prééminence est reconnue par l'article 3 de la loi des garanties : elle se manifeste par divers honneurs spéciaux, baisement du pied, etc..., et surtout par ce fait que les nonces président le corps diplomatique.

Il nous semble que les Puissances seraient mal venues à prétendre empêcher le pape de communiquer librement, tout au moins dans les matières de foi et de mœurs, avec les évêques, les prêtres et les fidèles, à quelque nation qu'ils ressortissent. « Nous réprouvons et condamnons, déclarent les Pères du concile du Vatican, les maximes de ceux qui disent que cette communication du chef suprême avec les

pasteurs et les troupeaux peut être empêchée légitimement, ou qui la font dépendre du pouvoir séculier, prétendant que les choses établies par le siège apostolique ou en vertu de son autorité n'ont de force et de valeur que si elles sont confirmées par l'assentiment de la puissance séculière. » L'on se garde, soit qu'on ne l'ose pas, soit que l'on estime que ce n'en est pas le lieu, de préciser jusqu'où s'étend la puissance du souverain pontife sur les églises particulières. Se borne-t-elle aux choses du dogme et de la morale ? S'exerce-t-elle encore quand il s'agit de discipline et d'organisation ? Et si oui, dans quelles limites ? Nous estimons, quant à nous, que dans l'ordre dogmatique et moral, la libre communication du pape avec les fidèles est de droit. Ce n'était pas l'avis de nos anciens légistes, ni même celui d'illustres canonistes. « *Tametsi decretum aliquod in quantum continet ipsum dogma fidei, ab omnibus et ubique recognosci debeat, fieri tamen potest ut formula, seu modus quo proponitur huic populo vel hoc tempore minime conveniret.* » (1). Ce qui signifie : « Un décret dogmatique doit être reconnu par tous et partout ; mais il peut arriver qu'il n'y ait pas lieu de le promulguer chez un peuple donné, à un moment donné ». D'où, d'après Van Espen, le droit des princes à l'*exequatur*, lequel consiste, ainsi

1. Van Espen. *De promulgat. leg.*, par. V, cap. III, s. 1, v. 9.

que l'ont sait, dans la faculté pour les gouvernements d'examiner les bulles et les brefs pontificaux et d'en interdire la publication, s'ils sont contraires à la tranquillité publique, aux lois et aux droits de l'Etat. Cavallari professe la même opinion que Van Espen : « *Quum publici magistratus hujusmodi dogmaticas bullas expendunt, non christianæ doctrinæ judices et arbitri constituuntur, sed potius judicant de facto, nam publicandi modus et adjunctæ formulæ præsentis reipublicæ statui conveniunt.* » (1). Ces autorités ne nous impressionnent pas. Dès que le pouvoir laïque n'est plus lié par ce que l'Eglise prescrit et qu'il n'en impose plus l'obéissance à ses sujets, les droits dits régaliens perdent leur raison d'être : ils deviennent même oppressifs, si l'on veut en user dans le domaine de la foi et de la morale. Quant à l'*exequatur*, il ne se conçoit même plus depuis qu'existe la liberté de la presse, s'il n'est, ainsi que l'enseigne Pisanelli, qu'une permission d'imprimer et de publier les décisions du Saint-Siège, « non altro che una permissione di stampare e divulgare le decisioni ed i provvedimenti della Santa sede ».

Faut-il admettre aussi que le pape a la libre communication avec les évêques les prêtres et les fidèles dans les choses de discipline, et qu'il peut organiser, comme il le juge à propos, les diverses églises

1. Cavallari *de jure canon*, cap. III, v. 3, 9.

particulières ? Nous n'irions pas jusque-là ; nous inclinerions vers le système de M. le professeur Pierantoni, lequel soutient que « les églises ne sont pas hors de l'Etat, qu'elles sont des associations, comme les autres, qu'ayant une mission différente de celle que se propose l'Etat, elles ont le droit de vivre et de se développer sous la seule réserve de ne pas violer l'ordre public et de ne pas attenter à la conservation nationale. « La chiesa non puo piu stare fuori dello stato, ma rimane ridotta alla condizione di una associazione, la quale avendo una missione diversa da quella che si propone lo stato, ha diritto ad una libera esistenza e ad un'azione limitata soltanto al rispetto dell'ordine pubblico e della conservazione nazionale. » (1).

Cette solution n'a pas jusqu'ici prévalu, sauf aux Etats-Unis : la plupart des grands pays pratiquent le régime des concordats, c'est-à-dire de l'entente entre les deux pouvoirs — religieux et civil. (2).

Du côté de l'Eglise, qui est-ce qui a le droit de négocier un concordat ? les évêques du pays intéressé ? le pape ? — Voici ce qu'en pense Mgr Giobbio, le professeur actuel de droit public ecclésiastique au séminaire romain : « Quelles sont les personnes qui

1. Pianretoni, *loc. cit.*, p. 127.

2. Ces lignes étaient écrites quand la séparation des Eglises et de l'Etat a été votée en France. Mais est-ce vraiment « la séparation » que nous avons ?

peuvent conclure des concordats ? De la part de l'Eglise, ce sont les évêques et le pontife romain, « da parte della chiesa, tali persone sono i Vescovi ed il romano pontefice »... Les évêques, comme princes ecclésiastiques, peuvent faire des conventions avec le pouvoir civil dans les limites de leur juridiction. De fait, au moyen âge, des évêques contractèrent des conventions spéciales sur des matières ecclésiastiques avec divers gouvernements : il suffit de rappeler le concordat conclu en 1288 entre les évêques du Portugal et le roi Denys, lequel concordat fut plus tard confirmé par Nicolas IV « basti ricordare il concordato conchiuso nel 1288 fra i vescovi del Portogallo ed il re Dionigi, confermato poscia dal pontefice Nicolas IV »... Mais, dans les circonstances actuelles, les concordats ou bien dérogent au droit commun, ou bien traitent de questions, que nous appelons causes majeures. — D'où il suit que seul le pontife romain conserve exclusivement le droit de conclure de telles conventions avec les gouvernements « onde solo il romano pontefice conserva esclusivamente il diritto di conchiudere tali convenzioni coi governi. » (1)... Les Etats consentiraient-ils d'ailleurs à traiter avec leurs évêques — même si, canoniquement, ceux-ci le pouvaient ? Ce serait pour eux un retour en arrière. Entendez

1. Giobbio. *I Concordati*, p. 10-11, (1900).

Bluntschli: « Dans le sein d'un même Etat, la loi est une forme plus élevée que le traité : la loi est l'expression la plus éminemment politique du droit, sa formule la plus réfléchie et la plus pure. L'Etat entier parle par sa voix, fixe ainsi le droit, le revêt de son autorité. La conscience et la volonté de l'Etat y prennent un corps visible. La loi est le verbe parfait du droit. La forme du contrat a pour corollaire nécessaire l'impuissance dans l'action et l'oubli de l'intérêt public. Aussi a-t-elle été successivement repoussée dans d'étroites limites, puis écartée. » (1). L'Etat qui désire un concordat doit donc traiter avec le pape : la pratique, non moins que les principes, est dans ce sens. Pour ne parler ici que des concordats qui intéressent la France, l'un, celui de 1516, fut l'œuvre de Léon X (2) ; l'autre, celui de 1801, l'œuvre de Pie VII.

Mais les concordats ne sont pas de ces conventions qui s'exécutent d'un seul coup ni qui portent sur des objets nettement définis. Leur application est quotidienne : leur but étant de régler les constantes relations de l'Eglise et de l'Etat, matière fertile en difficultés. Des pourparlers, des négociations seront souvent nécessaires, presque journellement. Dès lors, les Etats qui vivent sous ce régime ne

1. Bluntschli. *Le droit public*, p. 6.

2. Cherubini, p. 572.

devraient-ils pas entretenir près du Saint-Siège un ambassadeur clerc ? Ne serait-ce pas le meilleur moyen de s'entendre, d'avoir la paix par la justice ? C'est une idée séduisante : mais donnerait-elle, si elle se réalisait, les fruits qu'on se plaît à en espérer ? La situation d'un ambassadeur clerc serait très difficile, à Rome, s'il lui arrivait de n'être pas d'accord avec la Curie. Cette objection se sent surtout quand on a vécu à Rome.

Dans les pages qui précèdent, nous avons essayé de préciser la condition spirituelle du pape et les conséquences qui en découlent ; dans celles qui suivent nous allons nous efforcer de déterminer sa condition temporelle.

IV. — *Avant 1870, le pape était souverain temporel.*

« A peine, écrit de Pressensé, le concile avait-il tenu la session solennelle dans laquelle le dogme du magistère infaillible avait été proclamé, que les premiers coups de canon de la guerre entre la France et la Prusse couvraient de leur retentissement tous les débats engagés en Europe. Les désastres de l'armée française n'ont pas causé plus de stupeur à Paris qu'à Rome ; la papauté savait que son sort était lié à celui de nos armes... Le gouvernement de Florence déclara abrogée dès nos pre-

mières défaites la convention de septembre 1865, (laquelle demandait à Victor-Emmanuel d'être la sentinelle du pape)... Les services rendus par la France l'emportaient tellement sur ses torts qu'on ne peut s'empêcher d'éprouver quelque indignation en voyant l'Italie ne songer qu'à exploiter l'excès de notre infortune et chercher dans nos désastres l'achèvement de l'édifice national dont la première pierre n'eût pas été posée sans nous... L'Italie n'a pas eu le loisir de nous tendre la main; elle avait une proie à saisir, et dès le lendemain de Sedan elle était décidée à s'emparer de Rome... Elle a accompli rapidement et presque sans coup férir, grâce aux puissants moyens militaires dont elle disposait, l'œuvre de spoliation que les garibaldiens méditaient... On sait ce que nous pensons du pouvoir temporel du pape. Nous avons établi que tant qu'il était maintenu par une force étrangère, il était une violation permanente du droit public... Mais ce n'est pas une raison pour que le droit public soit violé dans la manière dont on renverse cet inique pouvoir et pour trouver bons tous les moyens de le détruire... Une fois que le dernier soldat français avait quitté le sol des Etats pontificaux, il fallait laisser ceux-ci à eux-mêmes. » (1).

S'il est vrai que la prise de Rome fut « une œuvre

1. De Pressensé, 320-321.

de spoliation », les protestations réitérées de Pie IX et de Léon XIII ne se justifient-elles pas d'elles-mêmes? Contre l'injustice, la revendication n'est-elle pas éternelle? Et les papes sont-ils mal fondés à prétendre que s'ils ne sont plus, en fait, souverains temporels, ils le demeurent en droit? Ce raisonnement perd de sa force si l'on estime que le pouvoir temporel ne subsistait que grâce à l'intervention étrangère, laquelle ne serait, dans l'espèce, pas légitime. D'après MM. Bompard, Despagnet, Piédelièvre, le pape, avant 1870, était un souverain comme les autres. Sa souveraineté n'existait que dans l'intérêt des populations sur lesquelles elles s'exerçait. Dès lors, ces populations avaient le droit de modifier librement leur gouvernement ou même de le transformer et les nations étrangères avaient le devoir de ne pas intervenir dans leurs affaires intérieures, et même, s'il y avait lieu, d'empêcher les interventions de se produire. « Les habitants des Etats pontificaux, écrit notamment M. Despagnet, ne pouvaient pas être la matière inerte, malléable à merci pour la satisfaction de la conscience des catholiques. » Ces raisons méritent certes une sérieuse attention : sont-elles décisives cependant? Prétendre avec Pie IX que les Etats pontificaux étaient « un domaine concédé à l'Eglise en vertu d'un dessein particulier de la divine Providence » (1), était peut-être témé-

1. « Acta sanctæ sedis ». Consistoire du 9 juin 1862.

raire, en tous cas peu juridique ; mais les considérations que développe à ce sujet Mgr Dupanloup ne nous paraissent pas dénuées de toute valeur : « J'aborderai franchement la question des droits du peuple romain et je dirai : ou la souveraineté temporelle n'a pas de raison d'être, et les puissances catholiques en la créant et la maintenant, se sont trompées et ont mal entendu les intérêts généraux et permanents de la chrétienté : ou bien les intérêts supérieurs qui ont amené cette création dominant ici tous les autres intérêts et font à l'Etat romain une position exceptionnelle, glorieuse, avantageuse pour lui, à mon sens... » Mais, me dira-t-on, comment concilier cette position exceptionnelle avec ce qu'on appelle... les droits du peuple ?... M. Thiers, dans son célèbre rapport sur la question romaine, a parfaitement saisi et indiqué la vraie réponse à cette question. Voici les paroles de M. Thiers : « L'unité catholique serait inacceptable si le pontife qui en est le dépositaire n'était complètement indépendant... Pour le pontificat, il n'y a d'indépendance que la souveraineté même... C'est là un intérêt de premier ordre, qui doit faire taire les intérêts particuliers comme dans un Etat l'intérêt public fait taire les intérêts individuels (1)... Mais n'est-ce pas une affirmation hasardée que de soutenir que « pour

1. Dupanloup. *La Souveraineté pontificale*, n° 52.

le pontificat, il n'y a d'indépendance que la souveraineté même » ? Et l'analogie invoquée dans la dernière phrase de M. Thiers n'est-elle pas plus habile que juste ?

Plus loin, Mgr Dupanloup essaie de montrer que ce principe qu'il défend trouve sans cesse son application dans le droit politique et international des peuples : il rappelle notamment l'exemple de la Belgique et de la Suisse qui par suite de leur neutralité sont frappées de certaines incapacités : elles ne peuvent contracter d'alliances, faire des conquêtes. N'y a-t-il pas ici encore quelque confusion ? La Belgique et la Suisse ne restent-elles pas, malgré tout, maîtresses chez elles, libres de se gouverner comme elles l'entendent ?

Quoi qu'il en soit d'ailleurs, que l'on assimile ou que l'on n'assimile pas le pouvoir temporel des papes à celui des princes, le fait est qu'avant le 20 septembre 1870 il existait. Le Saint-Père était le souverain d'un Etat qui comptait 723.000 habitants, répartis sur une surface de 12.000 kilomètres carrés. A ce titre il avait le droit de conclure des traités, de faire la paix ou la guerre : il avait le droit de légation actif et passif. Que l'on veuille bien se souvenir ici que le pape était de plus souverain spirituel, ainsi que nous l'avons établi ci-dessus. De cette double qualité eût dû découler la conséquence logique que voici : Les gouvernements auraient dû entretenir deux ambas-

sadeurs auprès du pape : l'un clerc, l'autre laïque. Le premier eût été accrédité près du pape, souverain spirituel : le second près du pape, souverain temporel. Cette solution n'avait pas passé dans la pratique ; théoriquement, elle était la plus rationnelle, la seule même qui le fût. Deux séries de questions très distinctes pouvaient et devaient en effet s'élever entre les Etats et le Saint-Siège : les unes d'ordre spirituel, les autres d'ordre politique. A l'ambassadeur clerc, le soin de s'occuper des premières ; à l'ambassadeur laïque, la mission de traiter les autres.

V.—*De la Condition temporelle du Souverain Pontife depuis 1870.*

Rome prise, quelle allait être la condition du pape au point de vue temporel ? Ce qu'il fallait, c'est que le souverain pontife restât vraiment indépendant : « Une seule chose est essentielle, disait le ministre des Affaires étrangères d'Espagne à l'ambassadeur d'Italie à Madrid, une seule domine toutes les autres, et au sujet de laquelle le gouvernement espagnol, fier d'un titre annexé à sa couronne, croit avoir le droit d'insister, c'est-à-dire la parfaite indépendance spirituelle du chef de l'Eglise catholique et la parfaite liberté spirituelle du souverain pontife » (29 sept. 1870).

De même, M. d'Anethan, ministre des Affaires étrangères de Belgique, déclarait « qu'il fallait à tout prix trouver une combinaison, quelque chose qui permette au Saint-Siège d'exercer ses fonctions spirituelles dans sa pleine et entière liberté d'action, sans qu'il soit même possible d'imaginer qu'il y entre la moindre pression ou influence étrangère et encore ce quelque chose devra recevoir la garantie collective des grandes puissances catholiques » (Dépêche de M. de Barral, 19 sept. 1870). C'est que, selon les éloquentes paroles que M. de Montalembert prononçait à la tribune de l'Assemblée nationale : « La liberté religieuse des catholiques a pour condition *sine qua non*, la liberté du pape : car si le pape, juge suprême, tribunal en dernier ressort, organe vivant de la foi et de la loi des catholiques, n'est pas libre, nous cessons de l'être. Nous avons donc le droit de demander à la puissance publique, au gouvernement qui nous représente et que nous avons constitué, de nous garantir à la fois et notre liberté personnelle en fait de religion, et la liberté de celui qui est pour nous la religion vivante. »

De telles considérations ne pouvaient pas ne pas s'imposer au gouvernement du roi d'Italie, quand Rome fut tombée en ses mains. Le décret par lequel les ministres convoquèrent les électeurs à l'effet d'élire leurs députés, est intéressant à cet égard. Le voici partiellement : « L'armée de Votre Majesté a été

accueillie à Rome par les fraternels applaudissements de la population. Dans le plébiscite du 2 octobre, cette population a exprimé sa volonté de faire partie du royaume d'Italie... Votre Majesté, en acceptant ce plébiscite, a déclaré que le gouvernement avait le ferme vouloir de garantir par des moyens efficaces et durables la liberté et l'indépendance spirituelle du Saint-Siège... Cette promesse royale ne faisait que confirmer les vœux du parlement italien et les engagements pris par le gouvernement de Votre Majesté vis-à-vis du souverain pontife et des puissances catholiques, préalablement à l'entrée des troupes italiennes sur le territoire romain.

... Pour résoudre la question nous aurons sans cesse présents à l'esprit les deux principes suivants : Il convient avant tout de maintenir l'unité nationale, l'intégrité territoriale, de restituer au peuple romain la liberté de décider de ses destinées. « *Convieni innanzi tutto mantenere il principio della unita nazionale, della integrità territoriale e della piena libertà, restituita al popolo romano...* » Il faut en second lieu avoir souci de la dignité du pontife, de la liberté de son ministère spirituel, qui le constitue chef d'une hiérarchie qui étend largement ses rameaux en dehors de l'Italie : « *Devesi in secondo luogo curare la dignità del pontefice e la libertà del suo ufficio spirituale, che lo costituisce capo di una gerarchia, la quale stende largamente i suoi*

rami fuori d'Italia... » Pour atteindre le second but et répondre à la confiance de l'Europe et à l'attente du monde catholique, la voie la plus sûre et la plus pratique, c'est de donner à l'Eglise la pleine liberté qui, d'après la formule du comte de Cavour, est le pendant et le complément de la liberté civile. Mais si la liberté, telle qu'elle est définie et protégée par les lois de la patrie, peut suffire aux catholiques d'Italie — elle pourrait sembler encore trop conditionnée et subordonnée, si elle s'appliquait au chef suprême de l'Eglise catholique, laquelle a des fidèles dans toutes les parties du monde... et des concordats avec presque tous les gouvernements civils, « *ma, se la libertà, com'è definita e protetta dalle patrie leggi, può bastare ai cattolici d'Italia, essa potrebbe sembrare ancora una maniera troppo condizionata e subordinata di libertà, quando si applicasse al capo supremo della chiesa cattolica...* » Le gouvernement de Sa Majesté, fidèle aux promesses faites, croit nécessaire de reconnaître le Saint-Siège comme une institution souveraine, de regarder comme inviolable la personne sacrée du souverain pontife et d'attribuer les indemnités consenties aux membres des ambassades étrangères aux services nécessaires au pontife pour l'accomplissement de son ministère religieux : « *Il governo di sua maestà, fedele alle fatte promesse, crede necessario riconoscere la sede pontificia come una istituzione sovrana, risguardare come*

inviolabile la sacra persona del sommo pontefice ed attribuire le immunità consentite agli uffici d'una ambasceria estera anche agli uffici che sono al pontefice necessari per compiere il suo ministero religioso... »

« ... Ces principes seront développés dans un projet de loi... Le cas est si nouveau... que le Conseil des ministres propose à Votre Majesté de faire un solennel appel à la nation, en la convoquant dans ses comices pour procéder à l'élection de ses députés... »

Ce projet de loi dont la déclaration ministérielle annonce le dépôt devait devenir, après quelques modifications, la célèbre loi dite des garanties. Avant de l'étudier dans ses divers articles, il faut dire quelle en est la nature juridique. Nous ne saurions mieux faire ici que de citer M. Bompard : son analyse, ne laissant rien à désirer sous le double rapport de l'exactitude et de la netteté. « La loi du 13 mai 1871 est une loi italienne et n'a, à aucun degré, le caractère d'une convention internationale. Elle n'a été ni soumise aux puissances, ni approuvée ou garantie par elles... La loi des garanties n'a pas davantage le caractère d'un acte bilatéral, le pape ayant toujours refusé de reconnaître cette loi, de s'en prévaloir et notamment de profiter des revenus qu'elle lui assure... Enfin cette loi n'a aucun caractère constitutionnel. Elle peut être modifiée ou abrogée par un

simple vote des deux Chambres, sanctionné par le roi... » (1). M. Bompard reconnaît que « cette précarité de la loi est regrettable » ; mais le moyen d'y remédier ? la placer sous la garantie de toutes les nations européennes ? Écoutons M. Cadorna : « Ne parlons pas de l'inefficacité pratique d'un tel système : il est manifeste que, selon les temps, les circonstances, les intérêts, des désaccords se produiraient sans cesse entre États — lesquels désaccords aboutiraient à une inaction forcée... Il n'est pas un Italien qui ne sente l'humiliation... qu'il y aurait à mettre l'Italie sous la tutelle de tous les autres États, en ce qui concerne ses relations avec le Vatican... Une pareille proposition, émanée d'un gouvernement, eût été considérée comme un acte d'hostilité, — venant d'un écrivain italien c'eût été un acte de folie ou de félonie « Una simile proposita, la quale, se fosse venuta da un governo, sarebbe stato atto di ostilità... ove procedere da scrittore, o da uomo politico italiano non potrebbe qualificarsi se non atto di pazzia o di fellonia ! » (2). N'était-il pas possible de faire accepter par le pape la loi des garanties ? C'eût été une sottise de ce dernier de se lier ainsi les mains, « da parte sua sarebbe stoltezza legarsi le mani ». Raisonnablement on ne pouvait l'espérer au lendemain surtout de la chute

1. Bompard.

2. Cadorna, *loc. cit.*, p. 26.

du pouvoir temporel. Quant à lui imposer la loi des garanties comme un pacte auquel le vainqueur soumet le vaincu — « come un patto, che il vincitore detta al vinto (1) » — il n'y fallait pas songer.

Des auteurs ont prétendu que le gouvernement royal aurait dû ranger la loi des garanties parmi les lois dites constitutionnelles, que sa stabilité eût été ainsi mieux assise, et les catholiques moins justement inquiets de l'avenir — Assurément c'eût été désirable : mais ce n'eût point été suffisant : nous l'établirons plus loin — Sans doute les lois constitutionnelles sont moins précaires que les autres : mais elles ne sont point intangibles. Ce serait s'illusionner que de le croire. Dès que le Parlement la veut d'une volonté bien arrêtée, la revision de la constitution est facile, surtout quand elle n'est que partielle, comme cela se passe maintenant (2) et (3).

Nous pouvons maintenant aborder les articles de la loi des garanties. Nous verrons quelle est exactement la situation temporelle qu'elle fait au Saint-Père.

« La personne du souverain pontife, déclare l'article 1^{er}, est sacrée et inviolable. Le souverain pontife a droit aux honneurs souverains dans tout le

1. Berthelet, p. 23.

2. Esmein. *Cours de Droit constitutionnel*.

3. En Italie, la distinction entre les lois constitutionnelles et les lois ordinaires n'existe d'ailleurs pas.

royaume. Lui sont maintenues les prééminences honorifiques reconnues par les souverains catholiques. La persona del sommo pontefice è sacra e inviolabile. Al sommo pontefice sono dovuti in tutto il regno gli onori sovrani e gli sono mantenute le preminenze onorifiche riconosciute dai sovrani cattolici. » Dans l'article 2 du décret royal acceptant le plébiscite des provinces romaines, il était dit : « Le souverain pontife conserve la dignité, l'inviolabilité et toutes les prérogatives personnelles d'un souverain : « Il sommo pontefice conserva la dignità, la inviolabilità e tutti le prerogative personali di sovrano. » (1).

La modification n'est pas sans importance : le décret est ambigu, à dessein probablement. Le gouvernement du roi ne sait pas au juste quelle situation il fera au pape. L'attitude des puissances étrangères en décidera. Or, celles-ci, sauf la France qui fait des réserves, acceptent le fait accompli. Les ambassades de tous les pays sont transportées de Florence à Rome, sans aucune protestation. Le gouvernement du roi s'enhardit : il affirme sa volonté de ne pas reconnaître au pape le caractère de souverain au sens propre du mot : « Aucun article de la loi, dit M. Bompard, ne lui donne cette qualité, et le rap-

1. Decreto 9 077, 1870, n° 5903, della Raccolta degli atti ufficiali.

porteur M. Bonghi (séance du 8 février 1871) a expressément déclaré que, dans la pensée des rédacteurs du projet comme dans celle de la commission, elle devait lui être refusée car elle aurait entraîné des conséquences que personne ne voulait admettre, le droit de juridiction, par exemple, et le droit de conclure des traités d'alliance... » M. Pierantoni pose ici un problème d'ordre théorique intéressant : Les doctrines qui ont cours sur la souveraineté permettaient-elles de reconnaître au pape la qualité de souverain « le differenti dottrine, che corrono sulla sovranità consentono... riconoscimento della dignità di sovrano nella persona del papa » ?... D'après lui, la souveraineté est un concept purement politique, il n'y a pas d'école qui ne le reconnaisse... « la sovranità è concetto meramente politico... » Ainsi l'entendent ceux qui la font résider dans le peuple ; ainsi, ceux qui placent sa source en Dieu... C'est l'autorité politique chargée de mener la société à ses fins : elle s'*exteriorise* dans un sujet qui l'exerce. Qu'il s'appelle prince ou duc, empereur ou roi, consul ou président « de telle manière que, selon une parole de Mamiani (1), il devient le synonyme de l'Etat, non quant à la matière, mais quant à l'autorité, qu'il en est la représentation et l'expression entière et parfaite « di maniera che questi divenga sinonimo dello stato

1. Mamiani *Di un nuovo diritto pubblico europeo*, p. 61.

non quanto alla materia, ma sì quanto alla forma morale et alla autorità e sia dello stato rappresentazione ed espressione intera e perfetta » ... Chez le monarque la souveraineté et l'exercice de la souveraineté se confondent. Est réputé souverain celui-là seul qui exerce la souveraineté. Celui qui la possédait et qui la perd s'appelle un souverain déchu « si chiama sovrano solamente quegli che la sovranità esercita nel fatto, mentre chi prima ne era investito e poi se la lascia revocare... sovrano scaduto si addimanda... » Pie IX fut souverain de Rome : d'ores et déjà il ne l'est plus, puisqu'il a perdu le gouvernement politique « Pio IX fu sovrano di Roma ; ora più non lo è, poichè fu deposto dal governo politico... »

Ainsi que nous l'avons remarqué ci-dessus, le législateur italien n'a pas reconnu au Saint-Père la qualité de souverain ; mais, selon une formule assez heureuse de M. Bompard « il a détaché quelques caractères, quelques attributs de la souveraineté, qu'il a conférés (1) au pape. Celui-ci, d'après le rapporteur se trouve dans la situation des princes médiatisés, qui n'avaient plus aucun pouvoir politique sur le territoire allemand, mais auxquels on donnait

1. L'expression n'est peut-être pas très bien choisie, le pape ayant déjà les attributs de la souveraineté dont il s'agit. Il eût mieux valu « laissés » que conférés ».

des honneurs, des immunités, une juridiction particulière (séance du 31 janvier 1871)... Les caractères de la souveraineté ainsi attribués au pape sont : 1° l'inviolabilité ; 2° les honneurs souverains et préséances d'usage.

La personne du souverain pontife est sacrée et inviolable, exactement comme celle du roi : « La persona del re e sacra ed inviolabile », déclare l'article 4 du statut. « Sacrée et inviolable », qu'est-ce à dire ? Que la personne du souverain est au-dessus de la loi commune, en ce sens qu'elle ne peut être offensée par aucun acte du parlement, ni jugée par aucune juridiction pénale, « non puo essere offesa da nessun atto del parlamento, ne giudicato da alcuna giurisdizione penale ». « Une telle prérogative, observe M. Pierantoni, n'est pas un privilège d'utilité privée ; elle n'existe qu'à raison de l'utilité sociale et de sa connexité avec d'autres principes qui l'expliquent et la justifient. « Privilegia propter aliquam utilitatem concedenda sunt », disaient les jurisconsultes romains. L'utilité en vue de laquelle a été écrit l'article 4 du statut, c'est d'affirmer l'impersonnalité du pouvoir royal et la responsabilité des ministres... C'est si vrai que la charte constitutionnelle de Louis XVIII, qui a servi de modèle à beaucoup, ajoute, dès quelle a dit : la personne du roi est sacrée et inviolable, « les ministres sont responsables ». L'une des propositions appelle l'autre... « Cio e tanto vero che la Carta cos-

tituzionale di Luigi XVIII, ch'e ha servito di modello a molte altre costituzioni..., non appena detto *sacra ed inviolabile la persona del re*, soggiunge subito : *I ministri sono responsabili*, e l'una proposizione chiama l'altra... » L'inviolabilité royale ne se comprend, n'existe que par suite de la responsabilité ministérielle. « L'inviolabilita regia non si spiega, non si attua, ne si concede, se non data la responsabilita ministeriale. »

Cette loi, déclare Hello (1), est tellement rigoureuse que, à peine la responsabilité diminue-t-elle, l'inviolabilité s'en ressent... Pour que le prince n'ait aucune responsabilité il faut que les ministres en aient une entière : si la responsabilité n'est pas complète d'un côté, l'inviolabilité ne le sera pas de l'autre... « Se la responsabilita non e completa da un lato, la inviolabilita nol sara dall'altro. »

Et maintenant, poursuit M. Pierantoni, que j'ai exposé ce qu'est la prérogative royale de l'inviolabilité, que j'ai montré sa corrélation avec la responsabilité ministérielle, est-il possible de l'attribuer au Saint-Père ? Le pape n'est pas dans les mêmes conditions que le roi, il n'a pas de ministres responsables, il ne peut pas être renversé. Nous l'accordons à M. Pierantoni, mais nous pensons avec un juriste italien, Pacifici

1. Hello, *Del regim costituzionale*, cap. XI, *Dei ministri*.

Mazzoni, que l'inviolabilité est de droit pour le Saint-Père, à raison de son caractère de souverain spirituel (1). Le pape serait-il réellement libre si sa personne n'était pas sacrée et inviolable ?

Dans tout le royaume, le pape a droit aux honneurs souverains et aux préséances d'usage. Ces honneurs, encore que rendus dans le but de rehausser le prestige royal, se réduisent à un cérémonial ou, comme dit le P. Curci, à se voir présenter les armes par quelques douzaines de fantassins, avec accompagnement de tambours et trompettes, « al presentar le armi da alquante dozzine di fantacini col corrispondente battere del tamburo e squillare della tromba ». Ces honneurs, observe encore le P. Curci, sans l'être de la souveraineté sont en soi une vanité : accordés à quelqu'un qui s'est vu dépouiller de la souveraineté par ceux-là mêmes qui l'ont dépouillé, c'est une amère ironie, « senza l'essere di sovrano, sono per loro medesime una vanità ; ma concesse a chi è stato spogliato, della sovranità da coloro che lo hanno spogliato sono un'amara ironia. » (2). N'insistons pas sur un point si secondaire ; il est certain que, à raison de sa qualité de souverain spirituel, le pape y a droit. La pratique est constante en ce sens.

1. Pacifici-Mazzoni. *La quistione romana nella seconda fase et la sua soluzione*, n° 7.

2. P. Curci. *La caduta di Roma*, 75.

D'après l'article 2 de la loi des garanties, le Saint-Père peut conserver ses gardes du palais... Des difficultés d'ordre pratique se sont élevées ici. Les Italiens au service du pape seraient-ils considérés comme des sujets italiens ou comme des étrangers ? Et les étrangers, à quelle loi seraient-ils soumis ? Ne perdraient-ils par leur nationalité d'origine en prenant du service auprès du pape ? Et alors ? Et les familles de ces gardes qui vivraient dans les palais du pape ? Et si ces gardes venaient à se marier avec des Romaines et qu'il naquit des enfants de ces unions, quelle serait leur nationalité ? Ces questions ne se posent pas quand il s'agit du personnel d'une ambassade étrangère. Il relève de la loi de l'Etat qui a accrédité l'agent diplomatique. Mais ici que décider ? La juridiction de l'Italie étant suspendue, nulle autre loi étrangère n'existe. De fait les gardes pontificaux sont soumis aux lois italiennes.

L'article 3 accorde au pape une dotation de 3.225.000 francs de rente annuelle. « Il a le tort, écrit M. Imbart-Latour (1), de paraître assimiler le pape à un fonctionnaire et considérer sa dotation comme un traitement : c'est incompatible avec la dignité du Saint-Siège. Pour la fixation de ce chiffre, on s'est basé sur le dernier budget pontifical en retranchant ce qui concernait l'ordre temporel, mais en mainte-

1. Imbart-Latour, *loc. cit.*, p. 156.

nant le budget de la représentation à l'étranger..... Les arrérages sont prescriptibles par cinq ans, et le droit de toucher les revenus arriérés de la dotation n'est pas transmissible aux héritiers..... On ne peut passer sous silence le procès intenté en 1879 par les héritiers de Pie IX contre le gouvernement italien à l'effet de réclamer les arrérages de cette rente que le souverain pontife n'avait jamais voulu toucher. Ils furent déboutés en première instance et en appel. Ils prétendaient que les semestres de la dotation échus à la mort de Pie IX étaient entrés dans le patrimoine du souverain pontife, et que le droit de les percevoir y était entré également et pouvait être transmis aux héritiers. Ils ajoutaient que la loi des garanties n'exigeait pas l'acceptation du souverain pontife et que la force exécutoire d'une loi ne pouvait dépendre de la volonté d'un tiers. Cette dotation est le patrimoine d'une personne juridique dont chaque pontife n'est que le représentant temporel et les arrérages échus sont soumis à la même affectation. L'acceptation du pape est nécessaire. Or, non seulement Pie IX n'a pas accepté, mais il a refusé ces arrérages. » Léon XIII, comme Pie IX, repoussa la dotation. L'on dit, à Rome, que Pie X pourrait bien finir par ne pas suivre à cet égard l'exemple de ses prédécesseurs.

D'après l'article 4, le souverain pontife, outre la dotation dont nous venons de parler, continue de

jouir librement, avec exemption de tout impôt quel qu'il soit, des palais pontificaux du Vatican et de Sainte-Marie-Majeure, avec leurs édifices, jardins et terrains annexes et dépendants, du château Gandolfo et de toutes ses dépendances : « Il sommo pontefice continua a godere liberamente e con esenzione da ogni tassa o carico pubblico, dei palazzi pontifici del Vaticano e di Santa Maria Maggiore con tutti gli edifizii, i giardini e terreni annessi e dipendensi come pure della villa di castel Gandolfo con tutte le sue dipendenze. » Il suit de là que la loi des garanties ne reconnaît pas au pape de souveraineté territoriale, si petite soit-elle, pour garantie de sa liberté. Le décret du 9 octobre 1870 avait parlé de « franchises territoriales » à accorder : « Con apposita legge verranno sancite le condizioni atte a garantire anche con franchigie territoriali, l'indipendenza del sommo pontefice. » (1). On est moins généreux en 1871 : le pape n'a plus que la jouissance de certains immeubles. L'article 4 ajoute que les dits palais sont exempts de la juridiction de l'Etat : « I detti palazzi sono considerati immuni dalla giurisdizione dello stato. » Le professeur Pierantoni s'élève avec force contre cette disposition : Elle crée, dit-il, une nouvelle anomalie, en vertu de laquelle le pape, les

1. Décret, 9 octobre 1870, n° 5903. *Della Raccolta degli atti uffiziali.*

gardes, les cardinaux et les autres personnes qui vivent dans les palais pontificaux sont autant de Robinson Crusoe, soumis à la seule loi naturelle « questa extraterritorialita... crea una cosi strana e nuova anomalia, per cui papa, guardie, cardinali ed altri nomini viventi nelle pontificali di more sono altrettanti Robinson Crusoe governati dalla sola lege di natura » (1). Pour éviter cette conséquence que les hôtes du Vatican soient des « Robinson Crusoe », le pape ne pouvait-il pas instituer des tribunaux ? Léon XIII le pensa, et par un *motu proprio* du 25 mai 1882, il créa deux commissions de trois prélats, avec la mission de juger en première et deuxième instances les procès intentés à l'administration pontificale. En troisième instance, le jugement devait être rendu par les deux commissions réunies. Les décisions de ces commissions n'étaient d'ailleurs exécutoires que si le pape ne se réservait pas de décider autrement. Cette manière de voir ne fut pas admise par l'Italie. Dans un procès intenté par un architecte au majordome du Vatican, les tribunaux italiens se déclarèrent compétents.

M. Bompard approuve cette jurisprudence. Voici ce qu'il écrit : « ... Le législateur italien n'a jamais accordé au pape le droit de créer des tribunaux, ce qui suppose le pouvoir législatif, et d'exercer ainsi

1. Pierantoni, *loc. cit.*, p. 159.

par délégation un pouvoir de juridiction... Le pape a perdu tout droit de juridiction en perdant la souveraineté temporelle, et la loi des garanties ne lui a pas rendu cette prérogative (1). La commission, disait le rapporteur (8 février 1871) a expressément refusé au pape toute juridiction... ».

Par suite, déclare l'article 6, de l'immunité définie ci-dessus, aucun officier de l'autorité publique, aucun agent de la force publique ne peut pénétrer sous aucun prétexte dans les palais et lieux exempts dans le but d'exercer un acte de son service, si ce n'est à la requête du souverain pontife, ou avec sa permission. S'il arrivait que quelqu'un commette dans les palais et lieux exempts un crime prévu par les lois pénales de l'Etat, il ne pourrait être recherché, ni extradé sans l'autorisation du pape. Il semble résulter de là que les palais pontificaux sont assimilés aux ambassades étrangères. Cette assimilation se justifie-t-elle ? Le professeur Pierantoni ne le croit pas. Qu'est-ce que l'immunité d'une ambassade ? l'extraterritorialité ? « Par cette fiction, écrit de Martens (2) l'on suppose que le ministre, encore que résidant actuellement en pays étranger, demeure sur le territoire de son propre souverain. Il reste toujours soumis aux lois de sa patrie. Nés en pays étranger,

1. Bompard, *loc. cit.*, p. 194, 196.

2. De Martens. *Le guide diplomatique*, p. 90.

ses fils sont considérés comme nés dans son propre pays... Aucune action ne peut être intentée contre un ministre étranger devant les tribunaux du pays où il réside... Sa femme et le personnel de la légation participent à ses privilèges... l'hôtel qu'il habite jouit d'une entière franchise, en ce sens qu'il n'est pas accessible aux officiers de la justice du pays.»

Wheaton ne s'exprime pas d'une autre façon : « Aussitôt qu'un ministre pose le pied sur le territoire où il est envoyé, durant le temps qu'il réside dans le pays et jusqu'à ce qu'il le quitte, il jouit d'une complète immunité vis-à-vis de la justice civile et criminelle... Il reste soumis aux lois de sa patrie... Cette exemption des lois et de la juridiction du pays de résidence est fondée sur la nécessité qu'il y a à ce que les ministres soient entièrement indépendants, pour pouvoir remplir utilement les devoirs de leur charge. Comme le remarque Pierantoni, l'exterritorialité n'est pas un privilège personnel... : ce n'est pas l'impunité pour un coupable, ni l'irresponsabilité dans les actes de la vie sociale — mais bien la substitution d'une loi à une autre, une exception complète au principe de la territorialité des lois nationales dans le but de donner une indépendance et une liberté plus absolues à une grande fonction. « ... Non e un privilegio personale... non e l'impunita nel reato o la irresponsabilita negli atti della vita sociale : ma la sostituzione di una legge all'

altra : una eccezione pienissima al principio della territorialita delle leggi nazionali per dare piu compiuta indipendenza e liberta ad un grande ufficio. » (1).

L'immunité accordée à l'hôtel de l'ambassade est limitée par le devoir de n'en pas faire un asile pour ceux que la justice du pays recherche. Voici l'opinion de M. de Martens à ce sujet : « Si la franchise de l'hôtel de l'ambassade est une conséquence nécessaire de l'exterritorialité, ce serait attenter à l'indépendance des gouvernements que de vouloir étendre ce privilège jusqu'à permettre à un ministre étranger d'arrêter le cours ordinaire de la justice du pays en donnant asile à des nationaux ou à des étrangers poursuivis pour un délit ou un crime. S'il est reconnu qu'un accusé s'est réfugié dans la demeure d'un ministre étranger, le gouvernement peut non seulement faire cerner l'ambassade, mais encore — dans le cas où l'ambassadeur, bien que dûment requis, refuserait l'extradition — s'emparer du prévenu à l'instant et de vive force (2).

En résumé, déclare le professeur Pierantoni, ces diverses immunités s'expliquent par deux motifs : le premier — qu'elles sont accordées à raison de la fonction que remplit l'ambassadeur, le second — que

1. Pierantoni, *loc. cit.*, p. 148.

2. De Martens, p. 33.

si cet ambassadeur et son hôtel sont exempts de la juridiction territoriale, ils relèvent d'autres lois : « Due sono le precipue condizioni di tutte queste immunità : la prima, che esse sono date per ragione di ufficio a stranieri per la finzione che essi dimorando in una nazione restino come a vivere nel paese del loro sovrano : la seconda, che il suolo ove sta la dimora dell' ambasciatore è sottratta della giurisdizione territoriale della nazione di cui fa parte, poichè in essa imperano altre leggi di altro governo. » (1).

« ... Nous savons, ajoute-t-il ailleurs, que dans la demeure de l'ambassadeur français s'applique la juridiction française, dans la demeure de l'ambassadeur espagnol, la juridiction espagnole... Pour le Vatican et ses hôtes, ce serait l'exemption absolue de toute loi humaine... » — « Noi sappiamo che nella dimora dell' ambasciatore francese ha giurisdizione la legge francese, nella dimora dell'agente diplomatico spagnuolo la spagnuola, e così di seguito : ma sappiamo pure che nessun' altra legge, fuori della nostra, potrà imperare in Italia, quando mancano stranieri rivestiti di carattere diplomatico, che vengano ad abitare nuove dimore ambasciatoriali... E facile intendere che le immunità di ambasceria applicate ad istituti ecclesiastici... darebbero questa anomalia di non essere la mera esenzione di una legge

1. Pierantoni, 150.

per dar luogo all' applicazione di un' altra... ma invece sarebbero la esenzione piena ed assoluta di certe zolle di territorio nazionale e degli nomini, che su esse si portano per dati uffici, da qualsiasi legge umana... ». (1). Nous avons tenu à reproduire, dans leur teneur même, pour ne rien leur enlever de leur force, les arguments du professeur Pierantoni. Mais nous avons hâte de dire qu'ils ne nous paraissent pas décisifs. Est-ce que vraiment la mission remplie par le pape, organe de la foi de millions d'individus, n'exige pas une indépendance aussi entière, aussi éclatante que celle qui est nécessaire à un ambassadeur ? L'exterritorialité nous semble plus essentielle pour le Vatican que pour n'importe quelle ambassade, les questions qui s'y résolvent, c'est à savoir les problèmes de conscience, ne supportant pas même le soupçon de contrainte externe ; Quant à craindre que les hôtes du Vatican ne soient autant de « Robinson Crusoé », c'est tout à fait chimérique. Le cas échéant, le souverain pontife saurait prendre les mesures convenables ; ne le voulût-il pas, qu'il y serait forcé, par respect de l'opinion publique. Pour les mêmes motifs, il n'est pas à redouter que « le droit d'asile » n'engendre des abus...

L'article 9 reconnaît au pape l'entière liberté de son ministère spirituel, « il sommo pontefice e piena-

1. Pierantoni, *loc. cit.*, p. 152.

mente libero di compiere tutte le funzioni del suo ministero spirituale »... C'est une déclaration de principes dont il n'y a rien à dire ici : elle allait de soi. Il n'en est pas de même de l'article de la loi des garanties qui décide que les représentants du souverain pontife près des puissances, ainsi que les représentants des puissances près de Sa Sainteté jouiront dans le royaume de toutes les prérogatives et immunités, accordées aux agents diplomatiques, d'après le droit international : « I delegati ed altri rappresentanti del sommo pontefice, o di potenze esterepresso sua santità, godrano nel regno di tutte le prerogative ed immunità, che spettano agli agenti diplomatici secondo il diritto internazionale. » De nombreuses discussions se sont élevées au sujet de cette disposition ; nous allons essayer de les résumer en toute impartialité. D'après Pierantoni, tant que les pontifes possédèrent la puissance temporelle et spirituelle, ils exercèrent à juste titre le droit de légation actif et passif « sino a quando i pontefici ebbero potestà temporale e spirituale esercitarono il diritto di legazione passivo ed attivo ». — Après la chute du pouvoir temporel, le droit d'envoyer et de recevoir des ambassadeurs n'était plus aussi justifié. En tous cas, le caractère international des offices diplomatiques devait empêcher qu'une loi interne donne ou concède l'exercice d'un droit, qui dépend du consentement des gouvernements étrangers. Assu-

rément, si ceux-ci entendent continuer à recevoir des nonces du pape, l'Italie ne peut pas s'y opposer ; elle a le devoir de respecter l'indépendance des autres Etats. Quant au droit qu'ont les Etats d'envoyer des ambassadeurs près le Saint-Siège, l'action diplomatique de notre gouvernement devrait tendre à obtenir qu'il n'y ait à Rome qu'un seul corps diplomatique, accrédité près le Quirinal, lequel serait en même temps chargé de traiter avec le Vatican, des intérêts spirituels des pays représentés.

« ... Caduta la loro sovranità politica dovrebbe loro venir meno il diritto di spedire e di ricevere nunzi... Ma la internazionalità degli uffizi diplomatici toglie ad una legge interna di dare o concedere l'esercizio di tal diritto, che dipende dal consenso de governi stranieri. — Certamente se questi intendono ricevere tuttora i nunzi papali, l'Italia non ne può fare impedimento, dovendo rispettare l'autonomia degli altristati. — Quanto al diritto, che hanno gli stati... di mandare ambasciatori presso la santa sede, l'azione diplomatica del nostro governo dovrebbe agire efficacemente per ottenere... che un solo corpo diplomatico fosse riconosciuto in Roma, il quale stando presso la corte Italiana potrebbe anche compiere presso il pontefice quegli uffici per fini religiosi che ad esso commetterebbero i rispettivi governi. » (1).

Pierantoni, *loc. cit.*, p. 161.

L'opinion de MM. Bompard, Piédelièvre, Despagne est analogue, mais plus catégorique encore. « Avant 1870, le pape jouissait pleinement du droit de légation passif et actif. En tant que souverain des Etats romains, il pouvait exiger des gouvernements auprès desquels il se faisait représenter qu'ils assurent la sécurité et la liberté de ses nonces et de ses légats, et leur accordent la jouissance des prérogatives et des immunités que le droit international reconnaît aux agents diplomatiques : en cette même qualité, il pouvait et devait garantir les mêmes droits aux ambassadeurs accrédités auprès de lui. La suppression du pouvoir temporel devait nécessairement modifier à cet égard la situation réciproque du Saint-Siège et des puissances. En effet, il ne peut y avoir de relations diplomatiques proprement dites que d'Etat à Etat. Le représentant d'une société quelconque auprès d'un Etat ne saurait revendiquer aucune des immunités diplomatiques, car il ne représente aucune souveraineté : de même le représentant d'un Etat auprès d'une association autre qu'un Etat ne pourrait rien exiger, car celle-ci n'étant pas souveraine ne serait pas capable de lui assurer quelque avantage que ce soit de sa propre autorité...

... En perdant sa souveraineté temporelle, le pape perdait le droit d'invoquer la protection du droit des gens pour ses représentants, il perdait aussi les moyens d'assurer aux ambassadeurs accrédités

auprès de lui les prérogatives nécessaires à l'accomplissement de leur mission... En droit, l'Italie n'était pas tenue d'assimiler aux agents diplomatiques accrédités auprès d'elle ceux qui, sur son territoire, remplissaient des fonctions représentatives auprès du pape ; elle ne leur devait que ces marques de déférence et de courtoisie que les Etats accordent généralement aux ambassadeurs qui, pour se rendre à leur poste, traversent leur territoire. Aussi doit-on considérer les immunités que la loi des garanties leur reconnaît comme une concession purement gracieuse du gouvernement italien, concession que ce gouvernement est maître de révoquer, si bon lui semble, et à plus forte raison, qu'il peut subordonner à telle condition que de raison...

... Quant aux représentants du Saint-Siège auprès des gouvernements étrangers, le même article s'en occupe également, mais seulement en tant qu'ils traversent le territoire italien pour se rendre de Rome au siège de leur mission ou inversement. A ces représentants et dans ces conditions, il accorde les privilèges et immunités d'usage. En dehors de ce cas, et pour le temps pendant lequel ils résident en Italie, la loi des garanties n'avait aucune prérogative à leur reconnaître : ce sont des citoyens ordinaires...

« ... Si les puissances s'imposent de traiter le pape en monarque, si elles reçoivent ses ambassadeurs

avec des honneurs particuliers, accréditent ses représentants auprès de lui... ce n'est ni par respect pour la souveraineté dont il est revêtu, ni même pour assurer la liberté de conscience de leurs sujets catholiques. C'est uniquement parce que le pape jouit d'une influence politique considérable, dont il peut se servir pour combattre ou pour soutenir leurs institutions publiques et qu'il importe au plus haut point de se la concilier... »

Nous sommes loin de méconnaître la valeur des raisons que font valoir MM. Bompard, Piédelièvre et Despagne : cependant elles ne nous convainquent pas entièrement. C'est que le principe sur lequel ces auteurs s'appuient — à savoir qu'il ne peut y avoir de relations diplomatiques proprement dites que d'Etat à Etat — ne nous paraît pas incontestable. Et notre manière de voir n'est pas isolée, puisque, ainsi que nous l'avons dit précédemment, elle peut se réclamer de Pasquale Fiore. Citons encore Pradier-Fodéré : d'après lui, les envoyés du pape près les gouvernements étrangers et ceux des gouvernements étrangers près le Saint-Siège « n'ont pas cessé d'avoir le caractère d'envoyés diplomatiques et leur situation doit être celle des ministres publics envoyés par des souverains temporels » (1). Peut-être est-ce être trop

1. Pradier-Fodéré. *Cours de droit diplomatique*, t. I, p. 195.

affirmatif : le pape n'étant pas, en fait, « un souverain comme un autre ». Il est souverain spirituel, mais il n'est plus souverain temporel.

VI. — *D'après quelques auteurs, le Pape serait toujours souverain temporel.*

Certains auteurs soutiennent que la souveraineté du pape s'est maintenue dans les conditions où elle existait avant 1870. Tel est M. Weiss : « Le pape est donc regardé comme souverain par ceux-là mêmes qui l'ont dépouillé de ses Etats : il en partage les prérogatives avec le monarque qui a succédé à son pouvoir temporel ; à ce titre, il peut acquérir, il peut posséder : témoin l'hôpital Santa Galla que la famille Odescalchi a donné au Saint-Siège, à Rome même, et dont personne ne songe à lui contester la propriété... Si telle est la situation, si tels sont les droits du pape au sein de l'Italie unifiée, à plus forte raison sa souveraineté est-elle demeurée intacte avec le dehors, avec la France notamment. Cela résulte suffisamment de ce fait que le gouvernement français se considère toujours comme lié envers le Saint-Siège par le Concordat de 1801, qu'il négocie avec le Vatican, qu'il accrédite un ambassadeur auprès de lui et qu'il en reçoit un nonce apostolique (1).

1. Weiss, *Pandectes franç.*, 1892, V^e part., p. 19.

Quelle que soit l'autorité qui s'attache à ce qu'écrit M. Weiss, les arguments qu'il présente ici ne nous semblent pas concluants. Il n'est point exact de prétendre que « le pape est toujours regardé comme souverain par ceux-là mêmes qui l'ont dépouillé de ses Etats ». Qu'on veuille bien se rappeler seulement que dans la séance du 8 février 1871 le rapporteur de la loi des garanties déclara formellement que la qualité de souverain ne pouvait pas être accordée au pape. D'une manière incontestable et presque incontestée le distingué professeur de la Faculté de Paris est dans l'erreur sur ce point. Or c'est sur cette base que repose la suite de son raisonnement. « Si telle est la situation, si tels sont les droits du pape au sein de l'Italie unifiée, à plus forte raison sa souveraineté est demeurée intacte avec le dehors, avec la France notamment. » M. Weiss ajoute, il est vrai, quelques considérations destinées à fortifier sa thèse : mais elles ne sont pas décisives, loin de là. Le gouvernement français « se considère toujours comme lié envers le Saint-Siège par le concordat de 1801 », mais était-ce donc en qualité de souverain temporel que le pape avait signé le concordat ? N'était-ce pas, de façon évidente, en qualité de souverain spirituel ? La souveraineté spirituelle, il la possède toujours : seule, sa souveraineté temporelle n'existe plus. « Le gouvernement, poursuit M. Weiss, accrédite un ambassadeur auprès

du Vatican et reçoit un nonce apostolique. » Cet échange de diplomates implique-t-il que le cabinet de Paris regarde le pape comme souverain temporel ? Pas le moins du monde. Le pape est le chef suprême de l'Eglise catholique ; dans les matières dogmatiques et morales, l'immense majorité des Français reçoit de lui ses croyances et sa direction. Son influence dès lors est immense et légitime : tel est le motif pour lequel le gouvernement traite et négocie avec lui (1). Les faits invoqués par M. Weiss n'ont donc pas la signification qu'il leur prête. Avant 1870 le pape avait une double souveraineté : l'une spirituelle, l'autre temporelle ; il n'a plus que la première, c'est ce que M. Weiss n'a pas assez distingué.

Cette confusion se retrouve dans le jugement qui suit du tribunal de Montdidier. « ... Le pape est le représentant de la puissance souveraine désignée en droit public international sous les noms de Saint-Siège ou de Papauté : cette puissance n'est pas intermittente et limitée à la vie de chaque pape : elle se perpétue en vertu de ses propres institutions électives ; elle est reconnue depuis longtemps par la France en qualité d'Etat étranger : cette reconnaissance, manifestée par l'échange de représentants diplo-

1. Nous raisonnons au présent, comme si l'état de choses décrit par M. Weiss subsistait toujours : l'on sait assez qu'il n'en est rien.

matiques, par la signature de traités en vigueur, par des négociations fréquentes dirigées par les ministres français des Affaires étrangères, *n'a pas été modifiée à la suite des événements accomplis en 1870.* » (1). Les critiques que nous avons adressées ci-dessus à M. Weiss s'appliquent exactement au tribunal de Montdidier. Il est donc inutile de les répéter.

D'autres reconnaissent au pape une souveraineté spéciale et restreinte, *sui generis*. Tels sont Bonghi, Nys, Brusa, Bluntschli en Italie et en Allemagne. Un président honoraire à la Cour de cassation, Féraud-Giraud, s'est fait en France le défenseur de cette opinion ; mais il ne s'est pas dissimulé les critiques auxquelles elle peut prêter : « Chacun constitue à sa façon cette souveraineté spéciale, en agrandit ou en restreint les effets, en diminue ou en étend les conséquences suivant les résultats de ses études et de ses réflexions, parfois de ses aspirations et plus souvent de ses idées politiques ou religieuses. » (2). Ces objections ne se trouvent-elles pas atténuées par ce fait que la loi des garanties aurait déterminé, précisé cette souveraineté *sui generis* ? « Il serait faux de prétendre que la loi des garanties n'a reconnu au pape qu'une souveraineté honorifi-

1. Jugement du 4 février 1892.

2. Féraud-Giraud. *Etats et Souverains*.

que. Sans doute, c'est une situation sans précédents que celle d'un souverain sans territoire : mais quelque extraordinaire qu'elle paraisse, elle doit être admise. Pour s'en convaincre, il suffit de consulter les circulaires ministérielles de 1870 et la loi des garanties, l'intention de conserver au pape le caractère de souverain y est manifeste. Ce que le pape a perdu, ce n'est que la souveraineté temporelle : sa souveraineté est devenue purement personnelle : mais il est resté souverain... (1).

Quoi qu'en pense M. Piot, il ne suffit pas de « consulter les circulaires ministérielles de 1870 et la loi des garanties pour se convaincre que l'intention de conserver au pape le caractère de souverain y est manifeste ». C'est précisément le contraire qui est exact — pour la loi des garanties du moins. Nous l'avons suffisamment établi plus haut — avec textes à l'appui.

D'autres estiment que le pape est souverain des palais dits apostoliques, c'est-à-dire le Vatican, Sainte-Marie-Majeure, le Château Gandolfo, avec les jardins et terrains annexes et dépendants. C'est là une erreur certaine ; le pape n'a que la jouissance de ces palais ; il n'en a pas la propriété : ils font partie du territoire italien. Ils sont, il est vrai, exempts d'impôts ; mais l'argument que l'on essaie de tirer

1. Piot. *Des règles de comp.*, p. 130.

de là ne saurait prévaloir contre le texte de la loi des garanties.

D'autres enfin estiment que, depuis la chute du pouvoir temporel, le pape n'a plus de souveraineté. Tels sont la plupart des légistes du nouveau royaume d'Italie : théoriquement, d'après eux, le souverain pontife ne devrait être qu'un « sujet ». Nous savons qu'en France MM. Bompard, Despagne, Piédelièvre partagent cette façon de voir.

Si des systèmes si divers ont pu se produire, c'est, à n'en pas douter, que la condition du Saint-Père est mal définie par la loi des garanties. Le gouvernement du roi se trouvait, en 1870, dans un grand embarras. D'une part, il ne voulait pas laisser de territoire au pape ; de l'autre, il avait à ménager les légitimes susceptibilités de ses sujets catholiques et surtout des nations étrangères. Il s'efforça de contenter tout le monde, et il n'y réussit qu'à moitié. Cependant que Pie IX et Léon XIII protestaient contre la situation subordonnée qui leur était faite, des juristes et des hommes d'Etat s'élevaient contre les « défaillances » du Quirinal vis-à-vis du Vatican. De récents indices permettent de penser que, dans un délai plus ou moins rapproché, un nouveau *modus vivendi* s'établira entre le pape et l'Italie. Chaque jour, les relations s'améliorent entre le Vatican et le Quirinal, au grand avantage des deux, mais au détriment de la France. Dans un voyage récent que

nous faisons à Rome, un prélat français, depuis de longues années en résidence là-bas, nous disait : « Une longue pratique de la vie romaine ne me permet pas de douter que le pape et le roi feront la paix sur notre dos. »

A quelles conditions est-il souhaitable que cette paix se fasse ? C'est ce qu'il convient de rechercher maintenant, et c'est par là que se terminera notre étude.

VII. — *Le pape a besoin d'un territoire international pour être vraiment indépendant.*

Cette proposition ne va pas de soi : elle est vivement contestée. C'est que, selon une remarque de Mgr Gousset (1), « la souveraineté temporelle n'est pas un dogme comme la souveraineté spirituelle et ne constitue pas une institution divine. D'excellents catholiques la rejettent ; mais nous croyons, quant à nous, qu'elle est presque une condition *sine qua non* de l'exercice régulier du pouvoir ecclésiastique. Nous essaierons de l'établir ; mais voyons d'abord ce que l'on pense à Rome de cette question soit dans les sphères laïques, soit dans les sphères ecclésiastiques, au Quirinal et au Vatican... »

Voici ce qu'écrivait à ce sujet M. Giovanni Berthelet,

1. *Du Droit de l'Eglise sur la Souveraineté temporelle.*

qui a passé sa vie en contact avec des hommes d'Etat et des notabilités ecclésiastiques de grand mérite, « la mia vita... m'ha messo a contatto di statisti e di notabilità ecclesiastiche di gran merito » : « Des cardinaux se sont à plusieurs reprises entre-mis auprès de Léon XIII pour l'amener à renoncer à la souveraineté temporelle... Ils lui représentaient que le roi actuel d'Italie n'étant pas l'auteur de la Révolution, ayant hérité de l'état actuel des choses, se trouve légitimement investi de la couronne. Du reste, si le pape refusait de reconnaître les faits accomplis, il devrait être en lutte avec la plupart des chefs de nations... ». Le pontife admettait le raisonnement, « il Pontefice ammette il ragionamento ». Mais il objectait qu'il n'était pas libre de s'engager dans la voie indiquée, qu'il devait regarder au delà des frontières du pays dans lequel il était né, « esser suo debito di volgere lo sguardo anche al di là dei confini del paese in cui è nato. » (1).

Le Sacré-Collège ne compte guère à l'heure actuelle de partisans déclarés du pouvoir temporel. Le cardinal Rampolla est peut-être le seul de ses membres italiens qui ait, à cet égard, des opinions intransigeantes : c'est d'ailleurs ce qui l'a fait écarter du suprême pontificat, l'empereur d'Autriche

1. Giovanni Berthelet. *La Conciliazione*, p. 26. Roma, 1896.

n'étant intervenu que pour faire plaisir au roi d'Italie (1).

L'on croit à Rome que Pie X ne suivra pas sur ce point la ligne de conduite de ses prédécesseurs : Pie IX et Léon XIII. Divers faits appuient déjà cette supposition : qu'il suffise de rappeler ici que l'année dernière le cardinal Svampa se présentait, sur les conseils du pape même, pour saluer le roi d'Italie en visite à Bologne, ville des anciens Etats pontificaux, et s'asseyait à ses côtés dans un grand banquet officiel.

Il est vrai que, depuis de longues années déjà, la Curie ne prétend plus qu'à Rome. Mais, remarque M. Berthelet, « dire : nous revendiquons Rome n'est pas dire tout ce qu'on revendique » ; « dire : rivingliamo Roma non è dire quanto si riuole ». Rome est une parole magique pour tenir la discussion ouverte, à l'ordre du jour, « Roma è una parola magica, per tener des ta, viva, aperta la discussione ». Ce que l'on veut, c'est un territoire proprement dit qui mette Rome en communication avec la mer, « cio

1. Il nous est évidemment impossible de donner des preuves péremptoires de cette assertion. Qu'il nous suffise de dire qu'en la produisant nous ne faisons que répéter ce qui nous a été affirmé par les prélats romains les plus qualifiés et aussi par M. le professeur de Gubernatis, lequel a la bonne fortune d'être à la fois le familier du Vatican et du Quirinal.

che si pretende e un vero proprio territorio, che Roma cougiunga al mare ». De bonne foi, poursuit M. Berthelet, la condition du Saint-Siège serait-elle modifiée si l'Italie lui abandonnait le lambeau de territoire qu'il réclame ?... En temps normal, le pape ne saurait que faire de cette mesquine souveraineté qui lui occasionnerait des dépenses et des ennuis : en temps de danger, sa situation empirerait. Le dilemme est inévitable : ou le pape serait d'accord avec l'Italie et alors il devrait recourir à son patronage, ou il serait en désaccord avec elle, et alors il serait puéril de supposer que l'Italie resterait spectatrice impassible des périls qui la menaceraient. Dans l'une et l'autre hypothèses la bande de terrain cédée au pape ne lui servirait de rien... Et quel port l'Italie pourrait-elle abandonner ? Civita-Vecchia ? Mais c'est la clef du Latium... Ce serait créer un danger perpétuel pour l'Italie, ce serait ouvrir ses portes au premier ennemi venu... « Basta quindi un briciolo di buon senso per comprendere che non si potrebbe concedere al papa querto punto, senza aprire le porte d'Italia al primo nemico... ». Serait-il possible d'abandonner Fiumicino ? C'est la bouche du Tibre par laquelle l'ennemi pourrait envahir le centre de l'Italie « lo sbocco del Tevere, per il quale potrebbe rempre insiunarsi nel cendro d'Italia »... A Rome même, le pape ne serait-il en face que de sujets fidèles ? Dans le cas contraire ne devrait-il pas

composer une armée, ou solliciter une occupation italienne ? Mais composer une armée signifie créer dans le cœur de l'Italie une nouvelle occupation étrangère (1). Demander la protection d'une armée italienne équivaldrait à laisser les choses comme elles sont. « Ma comporre un esercito significa creare nel cuore d'Italia una nuova ocupazione straniera... mentre invocare una ocupazione dell'esercito italiano, vale lo stesso che lasciare le cose come sono. » « J'ai moi-même entendu, déclare M. Berthelet, des prélats et des cardinaux dire que restituer Rome au pape, ce serait la fin de Rome », « io stesso ho udito prelati e cardinali esclamaré che un simile avvenimento sarrebbe il finis Romæ » (2).

Voici encore ce qu'écrivait, en 1887, sur le même sujet M. C. Cadorna, lequel se proclame catholique en religion et libéral en politique, *cattolico in religione, e liberale in politica* (3). « Dès 1860 se fit jour

1. Cette qualification est peu exacte. Répondant à lord Aberdeen et à lord Brougham, le 21 juillet 1849, lord Lansdowne ne craignait pas de dire : « ... Tout pays ayant des sujets catholiques romains a un intérêt dans la condition des Etats romains, et ils doivent veiller à ce que le pape puisse exercer son autorité sans être entravé par une influence temporelle de nature à affecter son pouvoir spirituel. »

Bismarck a dit de même : « Pour nos compatriotes catholiques, la papauté n'est pas une institution étrangère, c'est une institution allemande. »

2. Berthelet, p. 15 et suiv.

3. Cadorna. *La conciliazione transazione*, p. 30.

la singulière proposition de garantir la liberté et l'indépendance du pontife, à raison surtout de ses relations avec les autres pays, en lui donnant la souveraineté territoriale d'une belle et large bande de terre de Rome à Civita-Vecchia. Il était entendu que le respect de cette souveraineté serait garanti par l'Italie... Quelques-uns ont proposé de faire du pape le souverain, le roi territorial du palais du Vatican... Il eût été protégé contre l'Italie par une armée composée de la garde suisse, « *protetto contro l'Italia d'all'esercito composto della guardia svizzera* »... D'autres ont proposé d'entourer tout le Transtévère d'un grand mur, d'en faire ainsi une cité distincte, dont la neutralité, en cas de guerre, serait garantie par toutes les puissances... » (1). M. Cadorna qualifie toutes ces propositions « d'humoristiques » « *umoristiche* ». — En soi tous les raisonnements de MM. Berthelet et Cadorna sont peu concluants ; mais la bonne foi nous oblige à reconnaître qu'ils reflètent assez exactement l'opinion à peu près générale d'au delà les monts. Nous avons pu nous en convaincre pendant le séjour que nous avons fait récemment à Rome. Nous croyons cependant que le rétablissement temporel s'impose dans les conditions que nous allons essayer de définir. Il est, d'après nous, nécessaire au pape et à la catholicité. Il serait avan-

1. Cadorna, p. 24.

tageux à l'Italie même. Voici à peu près ce qu'écrivit à ce sujet M. Imbart-Latour, lequel rappelle des souvenirs personnels intéressants. En octobre 1891, de nombreux pèlerinages ouvriers s'étaient rendus à Rome pour présenter à Léon XIII, le pape des humbles, l'hommage de leur reconnaissance. Il arriva qu'un jeune homme d'un collège catholique de Normandie écrivit sur le registre ouvert au Panthéon, la nécropole des rois, l'inscription qui suit : Vive le pape-roi ! Grand fut l'émoi à Rome ! Les pèlerins furent insultés et frappés. Quelques jours après, Léon XIII disait à M. Imbart-Latour : « Vous le voyez, mon fils, je ne suis pas libre ; il faut qu'on le sache, et cette liberté que je réclame m'est indispensable pour le gouvernement de l'Eglise catholique. » Et le cardinal Langénieux ajoutait : « Vous aurez des arguments tout personnels et pleins d'actualité pour la justification de votre thèse. » Sans doute, c'était une inconvenance que d'avoir écrit au Panthéon : Vive le pape-roi ; mais le déclenchement des passions anticléricales qui se produisit à la suite de cet incident, en somme futile, ne met-il pas en évidence le danger de la situation qui est faite actuellement à la papauté ? Et M. Imbart-Latour n'est-il pas fondé à dire qu'il a « pu constater par lui-même l'inanité des fameuses garanties pontifica-

1. Imbart-Latour, p. 162.

les » ? — Selon une parole de Léon XIII à M. Harmel, le directeur des pèlerinages ouvriers, « le pape est à Rome l'otage de la Révolution ». Est-ce admissible ? Est-ce tolérable ? Les faits ont ainsi donné raison à Sismondi, lequel écrivait : « Le chef de la religion, s'il n'est pas souverain, ne sera qu'un sujet. » — « A la vérité, ajoutait-il, l'administration d'un Etat sied mal à un prêtre : mais la servitude lui convient moins encore. Le pontife monarque sera du moins indépendant des rois, et par son courage à blâmer leurs torts, il comprendra les siens propres. » Bonaparte pensait de même : « L'institution qui maintient l'unité de la foi, c'est-à-dire le pape, gardien de l'unité catholique, est une institution admirable. On reproche à ce chef d'être un souverain étranger. Ce chef est étranger en effet, et il faut en remercier le ciel. Le pape est hors de Paris, et cela est bien, il n'est ni à Madrid, ni à Vienne et c'est pourquoi nous supportons son autorité spirituelle. A Vienne, à Madrid, on est fondé à en dire autant. Croit-on que, s'il était à Paris, les Viennois, les Espagnols consentiraient à recevoir ses décisions ? — On est donc trop heureux qu'il réside hors de chez soi, et qu'en résidant hors de chez soi il ne réside pas chez des rivaux : qu'il habite dans cette vieille Rome, loin de la main des empereurs d'Allemagne, loin de celle des rois de France ou des rois d'Espagne, tenant la balance entre les souverains catholiques,

penchant toujours un peu vers le plus fort, et se relevant bientôt si le plus fort devient oppresseur. Ce sont les siècles qui ont fait cela, et ils l'ont bien fait. Pour le gouvernement des âmes, c'est la meilleure, la plus bienfaisante institution qu'on puisse imaginer. Je ne soutiens pas ces choses par entêtement de dévôt ; mais par raison. » (1). Nous pourrions multiplier les citations, apporter les témoignages de Bossuet, de Montesquieu... ; mais à quoi bon ? Les raisons invoquées sont, au fond, toujours les mêmes. « Pourquoi demandait un Anglais à un Irlandais, pourquoi votre Pape doit-il être roi ? — Parce qu'il ne peut être sujet, répondit l'Irlandais, et qu'il n'y a pas de milieu. » (2). C'est ainsi, en effet, que se pose et se résume la question : là en est le nœud. Des écrivains, même catholiques, ont, il est vrai, prétendu que le pouvoir temporel était nuisible à l'Eglise. S'il en était ainsi, selon une judicieuse remarque de M. Imbart-Latour, les ennemis de la Papauté n'auraient pas fait tant d'efforts pour le détruire. — Voici ce qu'écrivait à ce sujet le cardinal Mathieu : « ... Les intérêts religieux de l'humanité sont liés, comme ses intérêts politiques, à l'existence du pouvoir temporel : la foi a toujours profité de la splendeur et de l'indépendance des papes... Dans

1. *Histoire du Consulat et de l'Empire*, Thiers,

2. Cité par Mgr Dupanloup, p. 31.

tous les lieux où il a été contesté, entravé ou amoindri (le pouvoir temporel), la religion n'a jamais cessé de se plaindre... Si le pape vit à Rome sous les lois d'un maître, on a les élections du x^e siècle, suspectes de simonie, entachées de violence et terminées au profit de sujets indignes... Si le pape erre loin de Rome, à la merci d'une nation étrangère, on met en doute sa liberté et sa conscience : l'opinion infirme ses décrets : on soupçonne ou l'on devine l'influence qui le domine, la parole qui le menace, la main qui l'opprime. Le séjour des papes à Avignon et les misères du grand schisme sont des leçons assez dures et assez longues pour que la papauté s'en souvienne. Elle sait que l'action de la foi diminue en raison directe de la dépendance temporelle des pontifes : qu'on n'a jamais pu, ni au moyen âge, ni dans les temps modernes, trouver pour elle une condition mixte entre l'asservissement et la royauté : que ce problème est plus insoluble que jamais et qu'il n'y a pour le chef de l'Eglise qu'à choisir entre un trône ou une prison. Elle montre enfin, par un contraste frappant, quelle différence il y a entre le pape libre et le pape asservi, toutes les fois qu'il signe des traités. Les concordats de 1516 et de 1801, passés entre deux puissances indépendantes dans leur sphère, sont encore la loi d'une grande nation (1) : le

1. L'ouvrage date de 1863.

concordat de Fontainebleau, signé par un pape captif, obsédé, menacé, est une page qu'on voudrait effacer des annales de la France et qui demeure dans celle de l'Eglise toute baignée des larmes de Pie VII. » (1). On pourrait mieux écrire, et surtout plus simplement : mais c'est assez juste, au fond, et c'est ce qui importe ici. D'après Mazzini, pour arriver à la destruction de l'Eglise et à la ruine du catholicisme, c'est par le renversement de la puissance temporelle du Saint-Siège qu'il fallait commencer. « L'abolition du pouvoir temporel, déclarait-il, entraîne nécessairement, pour ceux qui comprennent le secret de l'autorité papale, l'émancipation du genre humain de la puissance spirituelle. » L'exagération est ici certaine, mais il n'en reste pas moins que « la liberté de la conscience chrétienne, l'indépendance de la vérité catholique et la sécurité des âmes furent unies, pendant des siècles, à la liberté et à l'indépendance temporelle du Saint-Siège » (2). Il est hors de doute que le rétablissement du pouvoir temporel serait utile à la papauté, mais ne serait-il pas fatal à l'Italie, à son unité politique ? « La possession de Rome comme capitale du royaume d'Italie, remarque justement M. Imbart-Latour (3), n'a pas été

1. Mathieu. *Le pouvoir temporel*.

2. Dupanloup, p. 29.

3. Imbart-Latour, p. 224.

constamment l'objectif de la nation. » D'après M. de Pressensé, qui ne peut être suspecté de partialité, le transfert du gouvernement de Florence à Rome fut une faute. Et un homme d'Etat italien, Ricasoli, a pu dire : « Nous sommes entrés à Rome, sans le vouloir : nous y restons malgré nous faute de savoir et de pouvoir en sortir. » Cette parole reflète, croyons-nous, avec une grande exactitude, le sentiment de la dynastie régnante. Elle ne demanderait, semble-t-il, qu'à quitter Rome ; mais le pays le souffrirait-il ? Et la maison de Savoie qui n'a que des racines peu profondes ne serait-elle pas renversée ?

En résumé, selon les paroles de M. Imbart-Latour « il faut à la papauté un territoire qui ne soit ni trop petit ni trop grand ; ni trop petit, parce que sa liberté, son indépendance et sa dignité en souffriraient ; ni trop grand, parce qu'il serait pour elle un objet de soucis et de dangers et susciterait la jalousie des autres Etats. Le pouvoir temporel a ses occupations et ses ennuis, ses embarras et ses dangers, mais si les papes les ont déplorés, ils l'ont fait comme on gémit des dures nécessités de la vie, comme on se plaint des faiblesses de l'humanité, et l'on est bien obligé de reconnaître que les avantages surpassent les inconvénients » (1). Mais, avoue-t-il plus loin, « la solution pratique n'est pas chose

1. Imbart-Latour, p. 194, *id.*, p. 221.

facile ». L'internalisation de Rome, voilà, d'après nous, quel serait l'idéal ! « Rome ! s'écriait déjà Fénelon, c'est la commune patrie de tous les chrétiens : tous sont concitoyens de Rome : tout catholique est Romain. » — « Rome, redisait un ambassadeur français en 1849, Rome n'appartient pas exclusivement aux Romains. » Cette manière de voir s'est maintenue jusqu'à Léon XIII. Dans une lettre au cardinal Rampolla, alors secrétaire d'Etat, le grand pape déclarait que « Rome appartenait à la catholicité ». Pie X est-il de cet avis ? La ligne de conduite de ses prédécesseurs restera-t-elle la sienne ? C'est ce qu'un avenir assez rapproché dira sans doute. Les familiers du Quirinal et du Vatican croient qu'une « combinaison » interviendra bientôt. Ce qui la rend difficile, c'est que le pape doit regarder au delà des frontières de l'Italie, et que le roi doit tenir compte de l'opinion publique italienne.

Vu : le Président de la thèse
CHÉNON

Vu : le Doyen,
GLASSON

Vu et permis d'imprimer,
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.
LIARD

BIBLIOGRAPHIE (1)

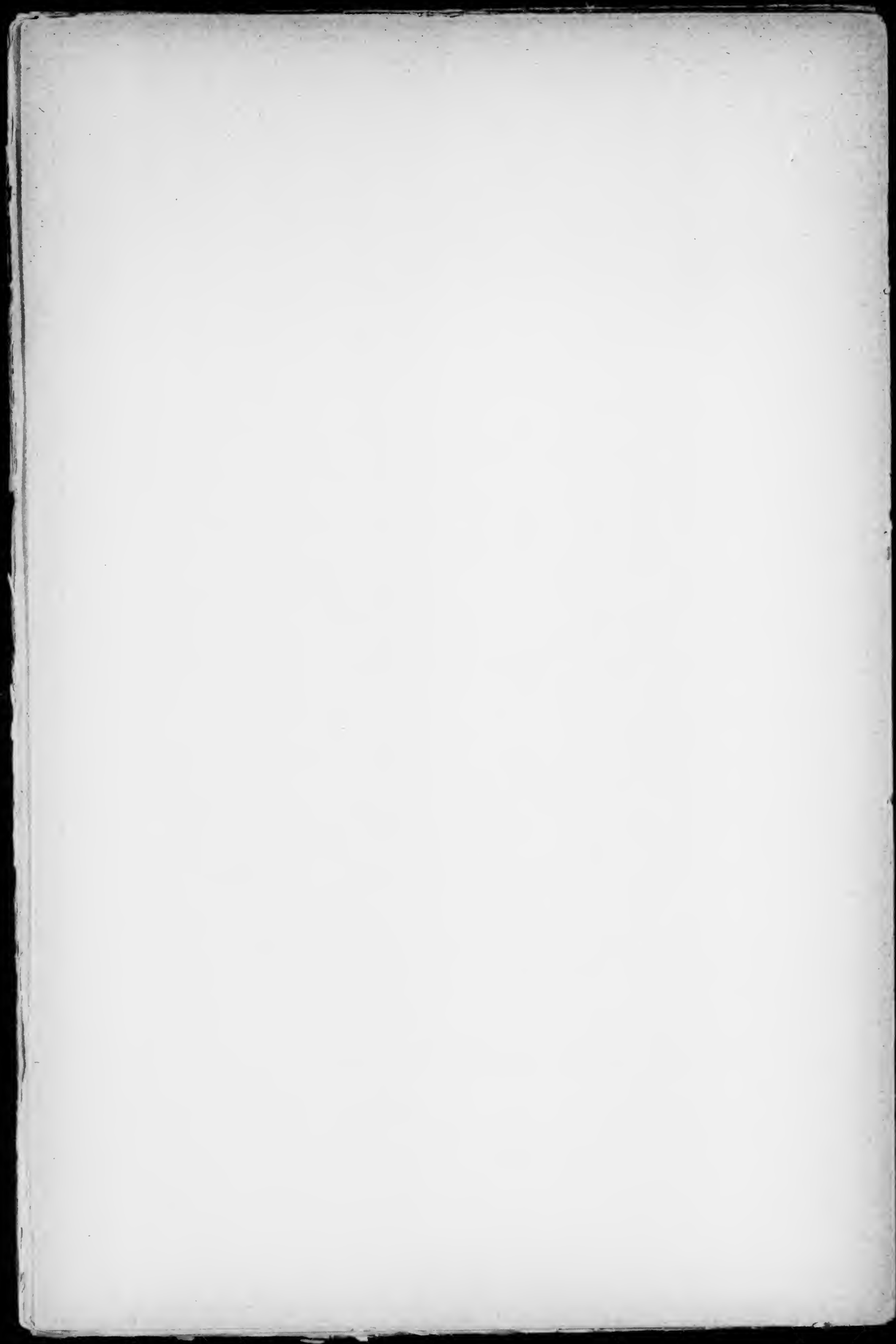
- Pierantoni.* — La Chiesa cattolica nel diritto comune.
Bompard. — La Papauté en droit international.
Renault. — Cours de doctorat, 1902-1903.
Cauwès. — Cours de doctorat, 1902-1903.
E. Ollivier. — L'Eglise et l'Etat au concile du Vatican.
De Pressensé. — Le Concile du Vatican.
Bellarmin. — De Romano Pontifice.
J. Roussel. — Les Concordats en droit canonique.
Esmein. — Cours de doctorat, 1902-1903.
Bossuet. — Defensio...
Saint-Simon. — Mémoires.
D'Aguesseau. — Œuvres (t. XIII).
Guy Coquille. — Œuvres (t. I).
Dupuy. — Œuvres. Commentaire.
Bossuet. — Politique tirée de l'Ecriture sainte.
Manning. — Histoire vraie du concile du Vatican.
Döllinger. — Lettre à l'archevêque de Munich, mars 1871.
Van Espen. — De Promulgatione legum.

1. Nous n'avons rappelé ici que le titre des ouvrages consultés, avec le nom de l'auteur. Les pages ont été indiquées à mesure que s'est présentée l'occasion d'y renvoyer.

- Cavallari.* — De jure canonico.
Giobbio. — Concordati.
Bluntschli. — Le droit public.
 — Acta sanctæ Sedis.
Dupanloup. — La Souveraineté pontificale.
G. Berthelet. — La Conciliazone.
Cadorna. — La Conciliazone.
Imbart-Latour. — La Papauté en droit international.
Thiers. — Histoire du Consulat et de l'Empire.
Mathieu. — Le pouvoir temporel.
 — Raccolta degli atti ufficiali.
Mamiani. — Di un nuovo diritto pubblico europeo.
Hello. — Del regime costituzionale.
Pacifici Mazzoni. — La Questione romana.
Curci. — La cadut di Roma.
De Martens. — Le guide diplomatique.
Pradier-Fodéré. — Cours de droit diplomatique.
Weiss. — Pandectes françaises.
Féraud-Giraud. — Etats et Souverains.
Piot. — Des règles de Compétence.
Piedelièvre. — Précis de droit international public.
Leroy-Beaulieu. — Le Vatican et le Quirinal depuis 1878.
 (Rvue des Deux-Mondes).
Despagnet. — Précis de droit international public.
Bry. — Précis de droit international public.

TABLE DES MATIÈRES

I. — Avant 1870, le Pape était souverain spirituel....	6
II. — Depuis 1870, le Pape est toujours souverain spirituel.....	27
III. — Des conséquences, en droit international, de la souveraineté spirituelle du Pape.....	35
IV. — Avant 1870, le Pape était souverain temporel..	41
V. — De la condition temporelle du Souverain Pontife depuis 1870.....	46
VI. — D'après quelques auteurs, le Pape serait toujours souverain temporel.....	73
VII. — Pour être réellement indépendant le Pape a besoin d'un territoire international.....	79



COLUMBIA UNIVERSITY LIBRARIES



1010654410